



OCTOBRE 2020

EFFONDREMENT : nous voilà rendu au bout du chemin. Malheureusement, au bout de ce chemin il y a un précipice.

- ▶ **La production de combustibles fossiles atteint ses limites d'une manière étrange (Gail Tverberg) p.2**
- ▶ **Les étapes de l'effondrement (Tuomas Malinen) p.14**
- ▶ **5 grandes conclusions du rapport de l'AIE sur les perspectives énergétiques mondiales pour 2020 p.23**
- ▶ **Des objectifs nets zéro impossibles sans un captage du carbone coûteux p.30**
- ▶ **Le pétrole a-t-il amorcé un lent déclin ? (LeMonde.fr) p.33**
- ▶ **Le grand massacre pétrolier et gazier américain : Les faillites franchissent une nouvelle étape alors que les grandes entreprises se retirent (Wolf Richter) p.35**
- ▶ **CHRONIQUE DE L'EFFONDREMENT VI (Patrick Reymond) p.39**

SECTION ÉCONOMIE

- ▶ **Nouriel Roubini en dit plus... p.41**
- ▶ **Les gens pensent que l'illusion construite sur de la dette est réelle mais c'est un mirage ! p.45**
- ▶ **L'implosion économique de 2020 : Les pertes d'emplois s'accroissent à nouveau alors que des millions d'Américains continuent de sombrer dans la pauvreté (Michael Snyder) p.46**
- ▶ **Le monde est pris au piège de l'endettement catastrophique lié aux dettes souveraines. p.48**
- ▶ **Le Crash des marchés du crédit entraînera une montée rapide des taux au-delà des 10% p.50**
- ▶ **La recherche vaine d'une normalité perdue (François Leclerc) p.51**
- ▶ **« Frappé par la grâce. Macron arrose les pauvres d'argent ! » (Charles Sannat) p.52**
- ▶ **Éditorial. Anatomie du Reset. La question du maillon faible inquiète les élites. (Bruno Bertez) p.55**
- ▶ **En coulisses, entrepreneurs et épargnants sont dans le collimateur p.57**
- ▶ **Une crise, c'est quand... (Bruno Bertez) p.59**
- ▶ **Les choses sont devenues encore plus folles (Jim Rickards) p.61**
- ▶ **Le capitalisme, c'est vexant ! (Bill Bonner) p.63**

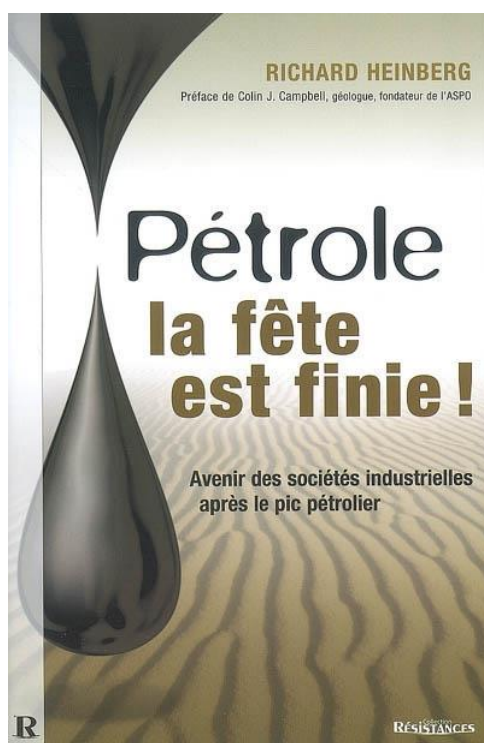
<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

JEAN-PIERRE: les 2 premiers articles d'aujourd'hui sont tout simplement exceptionnels. Si vous ne deviez lire que 2 articles de mon site internet (qui en contient des centaines) ce serait ceux-là. Ils nous expliquent, chacun à leurs façons (un article sur l'énergie et l'autre sur l'économie, à partir d'auteurs qui ne se connaissent pas, ce qui rend cette alerte encore plus crédible), que nous entrons bel et bien,

aujourd'hui, maintenant, dans l'effondrement de la civilisation industrielle et de ses conséquences épouvantables, c'est-à-dire avec quelques milliards de victimes à la clé, et ce durant la prochaine décennie. La situation économique et énergétique mondiale devrait se dégrader rapidement dans les mois qui viennent. Je m'intéresse à l'effondrement de la civilisation industrielle et ses conséquences depuis 2003 et j'ai peine à croire que "nous y sommes".

Comme le dit si bien Richard Heinberg : *la fête est finie.*

Bonne chance à tous.



Un des premiers livres que j'ai lu sur le pétrole. C'est un livre beaucoup trop optimiste.

La production de combustibles fossiles atteint ses limites d'une manière étrange

Posté le 15 octobre 2020 par Gail Tverberg

Our Finite World

Exploring how oil limits affect the economy

<Jean-Pierre : **article exceptionnel Numéro 1** : À lire absolument.>

Curieusement, la limite que nous semblons atteindre en ce qui concerne l'extraction des combustibles fossiles provient des bas prix. Lorsque les prix sont bas, l'extraction de pétrole, de charbon et de gaz naturel devient non

rentable. Les producteurs font faillite ou réduisent volontairement leur production pour tenter de faire monter les prix. En raison de ces forces, la production a tendance à baisser. Cette limite se situe bien avant celle que beaucoup de gens imaginent : la quantité de combustibles fossiles dans le sol qui semble être disponible avec les techniques d'extraction actuelles.

La dernière fois qu'il y a eu un problème similaire, c'était en 1913, lorsque le charbon était le principal combustible fossile utilisé et que le Royaume-Uni était le plus grand producteur de charbon au monde. Le coût de production augmentait en raison de l'épuisement, mais les prix du charbon n'augmentaient pas suffisamment pour couvrir le coût de production plus élevé. En conséquence, la production de charbon du Royaume-Uni a atteint son niveau le plus élevé en 1913, l'année précédant le début de la Première Guerre mondiale, et a commencé à baisser en 1914.

Entre 1913 et 1945, l'économie mondiale a été très perturbée. Il y a eu deux guerres mondiales, la pandémie de grippe espagnole et la Grande Dépression. Mon inquiétude est que nous nous dirigeons à nouveau vers une autre période très troublée qui pourrait durer de nombreuses années.

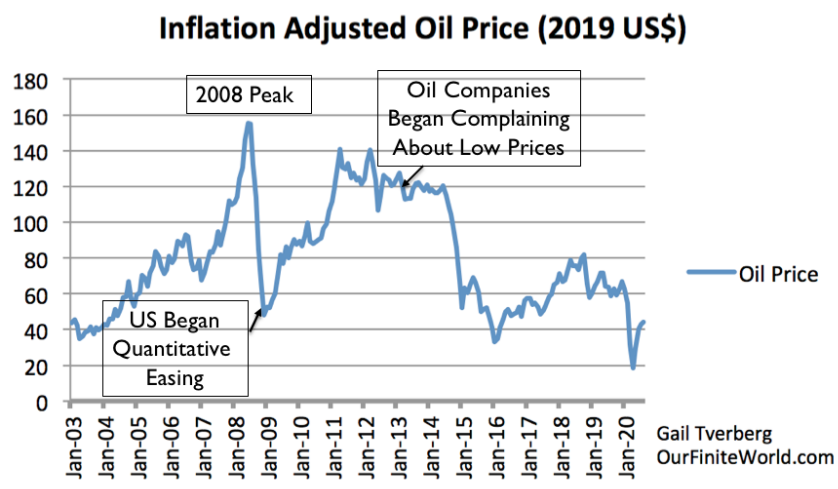
La façon dont les problèmes énergétiques de la période entre 1913 et 1945 ont été résolus a été par l'augmentation rapide de la production de pétrole. Le pétrole était, à cette époque, peu coûteux à produire et pouvait être vendu pour un multiple très important du coût de production. Si la population doit rester au niveau actuel ou éventuellement augmenter, nous avons besoin d'un "économiseur d'énergie" similaire.

Malheureusement, aucune des alternatives que nous envisageons aujourd'hui n'offre un rendement suffisamment élevé par rapport à l'investissement requis.

J'ai récemment donné une conférence sur ces questions à un groupe d'ingénieurs intéressés par la recherche sur l'énergie. Dans cet article, je vais discuter des diapositives de cette présentation. Un PDF de la présentation se trouve sur ce lien.

Le problème du faible prix du pétrole

Issue #1) Oil prices have been too low for producers since 2012. At today's prices, 2012 level was \$120 per barrel.

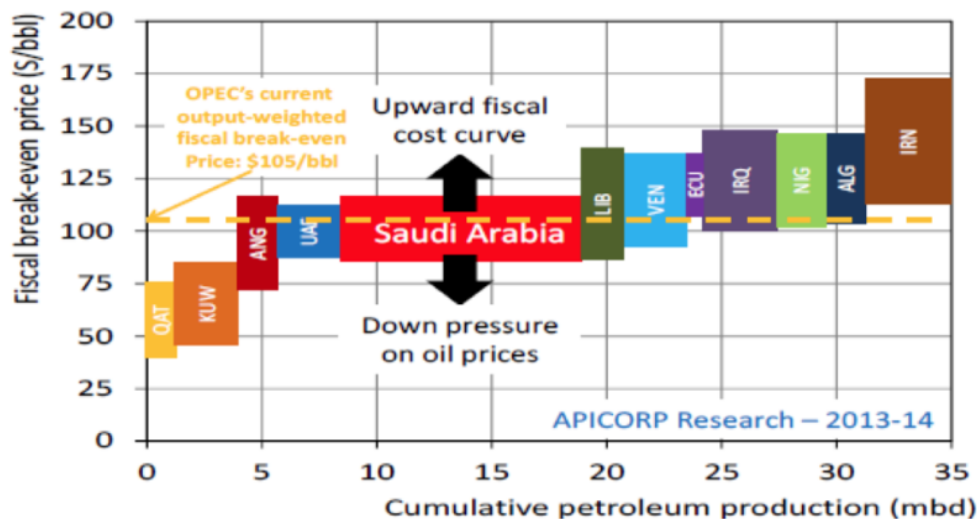


Le prix du pétrole semble rebondir de façon sauvage. Un problème majeur est qu'il y a une guerre à double sens entre les prix que les citoyens peuvent se permettre et ceux que les compagnies pétrolières exigent. Nous pouvons maintenant regarder en arrière et dire que le prix de plus de 150 dollars par baril à la mi-2008 était trop élevé pour les consommateurs. Mais curieusement, les producteurs de pétrole ont commencé à se plaindre que les prix du pétrole étaient trop bas pour couvrir leurs niveaux de coûts croissants, à partir de 2012. Les prix, à un niveau de coût de 2019, étaient alors d'environ 120 dollars par baril. J'ai écrit sur cette question dans le post, *Beginning of the End ?* Les compagnies pétrolières réduisent leurs dépenses. Les prix du pétrole sont maintenant de l'ordre de 40 dollars, donc bien en dessous de 120 et 150 dollars le baril.

Les taux d'intérêt et la disponibilité de la dette jouent également un rôle dans les prix du pétrole. Si les taux d'intérêt sont bas et que la dette est facilement disponible, il est facile d'acheter une nouvelle maison ou une nouvelle voiture, et les prix du pétrole ont tendance à augmenter en raison de la demande plus élevée. Lorsque les prix sont trop bas pour les producteurs, les banques centrales ont pu abaisser les taux d'intérêt grâce à un programme appelé "assouplissement quantitatif". Ce programme semble avoir permis aux prix du pétrole de remonter, sur une période de trois ans, après leur effondrement en 2008.

#1) Even OPEC oil producers need high prices to collect enough tax revenue for food subsidies; jobs programs.

Figure 11: OPEC Fiscal Break-even Prices

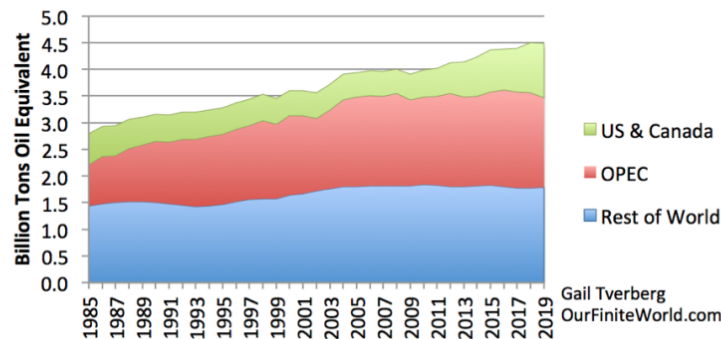


► 3

Les producteurs de l'OPEP sont connus pour leur faible coût de production, mais même eux déclarent avoir besoin de prix du pétrole élevés. Le coût d'extraction du pétrole serait très faible (peut-être 10 dollars par baril), mais le prix demandé doit être suffisamment élevé pour permettre aux gouvernements de percevoir des taxes très élevées sur le pétrole extrait. Si les prix sont suffisamment élevés, ces pays pourront continuer à subventionner les denrées alimentaires dont leur population dépend. Ils peuvent également parrainer des programmes de développement afin de fournir des emplois aux populations toujours plus nombreuses de ces pays. Les producteurs de l'OPEP doivent également développer de nouveaux champs pétrolifères car les anciens s'épuisent.

Issue #2) Oil production may head into terminal decline if oil prices cannot be raised to the \$100+ level

World oil production excluding US & Canada has been on a bumpy plateau since 2005



► 4

La production de pétrole en dehors des États-Unis et du Canada est entrée dans un **plateau ondulé** en 2005. Ces dernières années, les États-Unis et le Canada ont augmenté leur production de pétrole à partir de schiste et de bitume, ce qui a contribué à maintenir la hausse de la production mondiale de pétrole (y compris les liquides de gaz naturel).

#2) Oil producers need higher prices to match their higher cost of production.

- OPEC needs much higher prices to fund its programs
 - Needs higher funds for higher taxes
 - Danger of governments being overthrown
 - Likely much less production if warring factions in country
- Both US and Canada have added oil from shale and from bitumen since 2005
 - Many bankruptcies
 - Banks no longer willing to lend to oil and gas companies
 - Cutting back on investment in new drilling
- Even the “Rest of World” producers need high prices, to offset depletion

► 5

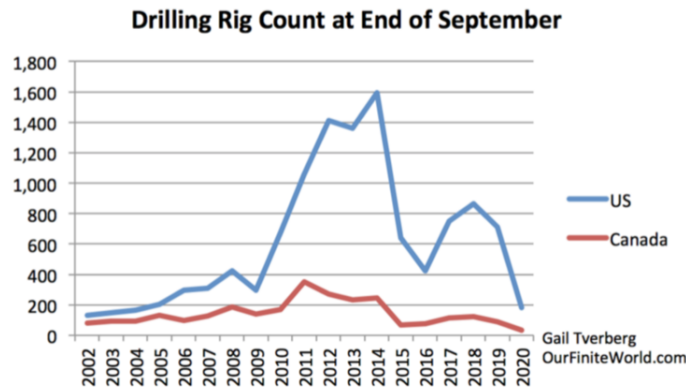
L'une des raisons pour lesquelles les producteurs ont besoin de prix plus élevés est que leur coût d'extraction a tendance à augmenter avec le temps. En effet, le pétrole le moins cher à extraire et à traiter est généralement extrait en premier, ce qui fait que le coût d'extraction du pétrole reste plus élevé jusqu'à une date ultérieure.

Certains pays de l'OPEP, comme l'Arabie Saoudite, peuvent cacher le problème des bas prix pendant un certain temps en empruntant de l'argent. Mais même cette approche ne fonctionne pas bien pendant longtemps. Plus les prix du pétrole restent bas longtemps, plus le risque est grand que les gouvernements soient renversés par des

citoyens mécontents. On peut alors s'attendre à ce que la production de pétrole devienne erratique en raison de conflits internes.

Aux États-Unis et au Canada, les compagnies pétrolières ont été financées par des prêts bancaires, des ventes d'obligations et la vente d'actions. Ces sources de financement se tarissent, car de nombreuses compagnies pétrolières font état de faibles bénéfices, année après année, et certaines demandent la protection de la loi sur les faillites.

#2) Drilling rigs are down dramatically in 2020, likely leading to lower oil production in 2021 and beyond



► 6

Le graphique 6 montre que le nombre d'appareils de forage en service a chuté de façon spectaculaire aux États-Unis et au Canada, les compagnies pétrolières ayant réduit leurs activités de forage. Il y a un décalage d'un an entre le moment où le nombre d'appareils de forage est réduit et celui où la production commence à baisser, dans le cas du schiste. Ces faibles nombres d'appareils de forage laissent penser que la production de pétrole de schiste aux États-Unis et au Canada diminuera en 2021.

Bien entendu, les installations de forage inutilisées ne peuvent être mises en réserve indéfiniment. À un moment donné, elles sont vendues comme ferraille et les travailleurs qui les exploitaient trouvent un autre emploi. Il devient alors difficile de relancer l'extraction du pétrole.

Comment fonctionne l'économie et ce qui ne va pas lorsque les limites sont atteintes

Issue #3) Low oil price problem comes from consumers being unable to purchase economic output



► 7

La diapositive 7 montre une façon de visualiser le fonctionnement de l'économie mondiale, en tant que système auto-organisé. C'est un peu comme un jouet de construction pour un enfant. De nouvelles couches s'ajoutent au fur et à mesure que de nouveaux consommateurs, de nouvelles entreprises et de nouvelles lois s'ajoutent. Les anciennes couches ont tendance à disparaître, à mesure que les anciens consommateurs meurent, que les anciens produits sont remplacés par de nouveaux produits et que les nouvelles lois remplacent les anciennes. Ainsi, la structure est dans une certaine mesure creuse.

Les objets auto-organisés qui se développent nécessitent de l'énergie en vertu des lois de la physique. Nos corps humains sont des systèmes auto-organisés qui se développent. Nous utilisons la nourriture comme source d'énergie. L'économie a également besoin de produits énergétiques de toutes sortes, tels que l'essence, le kérosène, le charbon et l'électricité, pour pouvoir fonctionner.

Il est facile de voir que la consommation d'énergie permet à l'économie de produire des produits et des services finis, comme les maisons, les automobiles et les services médicaux. Il est moins évident, mais tout aussi important, que la consommation d'énergie fournit des emplois bien rémunérés. **Sans approvisionnement en énergie en plus de la nourriture, les emplois typiques seraient de creuser dans la terre avec un bâton et ensuite de ramasser de la nourriture avec nos mains.** Ces emplois ne sont pas bien rémunérés.

Enfin, la diapositive 7 montre une équivalence importante entre les consommateurs et les employés. Si les consommateurs doivent pouvoir se permettre d'acheter la production de l'économie, ils doivent avoir des salaires adéquats.

Une situation typique qui se présente est que la population augmente plus rapidement que les ressources énergétiques, telles que la terre pour cultiver des aliments. Pendant un certain temps, il est possible de contourner ce déficit avec ce que l'on appelle une complexité supplémentaire : organisation hiérarchique, spécialisation, technologie et mondialisation. Malheureusement, plus la complexité augmente, plus le système économique produit de gagnants et de perdants. Les perdants se retrouvent avec des emplois à très bas salaire, voire sans emploi du tout. Les gagnants reçoivent des salaires énormes et souvent aussi la propriété d'actifs. Les gagnants se retrouvent avec des revenus bien supérieurs à ceux dont ils ont besoin pour acheter des biens et des services de base. Les perdants n'ont souvent pas assez de revenus pour nourrir leur famille et pour acheter des biens de première nécessité, comme une maison et un moyen de transport de base.

L'étrange fonctionnement de l'économie est lié à la physique de la situation. Le physicien François Roddier explique cela comme étant similaire à ce qui arrive à l'eau à différentes températures. Lorsque l'économie mondiale ne dispose pas d'un approvisionnement énergétique suffisant, les biens et les services produits par l'économie ont tendance à faire des bulles jusqu'aux membres supérieurs de l'économie mondiale, comme la vapeur monte. Les membres inférieurs de l'économie ont tendance à être "gelés". De cette façon, l'économie peut se réduire sans perdre tous ses membres simultanément. C'est ainsi que les écosystèmes de toutes sortes s'adaptent aux conditions changeantes : Les plantes et les animaux les mieux adaptés aux conditions de l'époque ont tendance à être les survivants.

Ces questions sont liées au fait que l'économie est, en termes physiques, une structure dissipative. L'économie, tout comme les ouragans et les humains, a besoin d'une énergie suffisante pour ne pas s'effondrer. Les structures dissipatives tentent de contourner les pénuries temporaires d'approvisionnement en énergie. Un être humain perdra du poids si son apport calorique est limité pendant un certain temps. Un ouragan perdra de la vitesse, si l'énergie qu'il tire de l'eau chaude de l'océan est limitée. Une économie mondiale dont l'énergie est insuffisante

risque de se contracter de plusieurs façons : des entreprises non rentables peuvent faire faillite, des niveaux de gouvernement peuvent disparaître et la population peut diminuer, par exemple.

#3) Many reasons why potential consumers cannot purchase the output of the economy:

- ▶ Workers often have very low wages
 - ▶ Can't afford homes, vehicles, restaurant meals
 - ▶ Globalization contributes to low-wage problem
 - ▶ Paying high wages to high tech workers leaves less for those less skilled
- ▶ Loans aren't as helpful to low-wage workers
 - ▶ Interest rates are likely to be high
- ▶ Robots sometimes replace workers completely
- ▶ COVID shutdowns make problem much worse
 - ▶ Many more unemployed
 - ▶ Rich can no longer purchase overseas vacations; need fewer fancy clothes
 - ▶ Like taking out sticks supporting dome

▶ 8

Dans la discussion de la diapositive 7, j'ai mentionné le fait que si nous essayons d'"étirer" l'approvisionnement en énergie avec une complexité accrue, de nombreux travailleurs se retrouveront avec des salaires très bas. Certains de ces travailleurs à bas salaire se trouveraient aux États-Unis et en Europe, mais beaucoup d'entre eux se trouveraient en Chine, en Inde et en Afrique. Même si ces travailleurs produisent des biens pour l'économie mondiale, ils ne peuvent souvent pas se permettre d'acheter ces mêmes biens eux-mêmes. On se souvient qu'Henry Ford avait dit qu'il devait payer ses travailleurs suffisamment pour qu'ils puissent acheter eux-mêmes les voitures qu'ils fabriquaient. Dans une large mesure, ce n'est plus le cas lorsqu'on tient compte des travailleurs internationaux.

Les taux d'intérêt élevés que paient les travailleurs à bas salaire signifient que les prêts n'aident pas vraiment les travailleurs à bas salaire autant qu'ils aident les travailleurs à haut salaire. Les intérêts élevés sur les dettes de cartes de crédit et les prêts personnels ont tendance à transférer une partie des revenus des travailleurs à bas salaires vers le secteur financier, laissant les pauvres dans une situation pire que celle qu'ils auraient connue sans ces prêts.

Les fermetures de COVID sont extrêmement préjudiciables à l'économie mondiale. C'est comme si l'on sortait des bâtons de soutien du dôme de la diapositive 7. Elles produisent beaucoup plus de chômeurs dans le monde entier. Les habitants des pays à bas salaires qui produisent des vêtements pour gagner leur vie ont été particulièrement touchés, par exemple. Les travailleurs migrants et les mineurs de toutes sortes ont également été durement touchés.

Il semble que nous soyons en train d'atteindre un tournant majeur

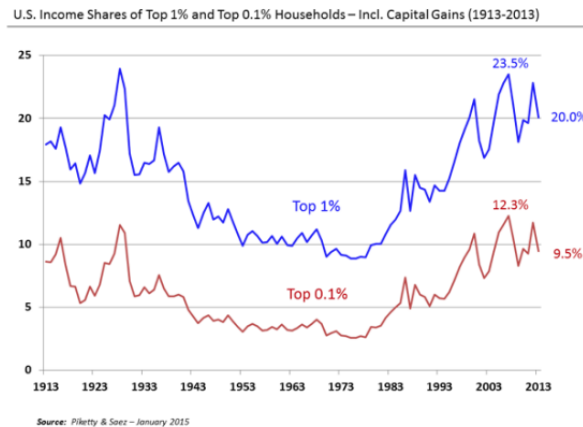
La production et la consommation de pétrole ont toutes deux chuté en 2020 ; les prix du pétrole sont bien trop bas pour les producteurs ; la disparité des salaires est un problème majeur ; les pays semblent avoir de plus en plus de mal à s'entendre. De nombreux analystes prévoient une récession prolongée.

La dernière fois que nous avons connu une situation similaire, c'était en 1913, lorsque le plus grand producteur de charbon au monde était le Royaume-Uni. Le coût de production du charbon au Royaume-Uni ne cessait d'augmenter en raison de l'épuisement (mines plus profondes, filons plus minces), mais les prix n'augmentaient pas pour compenser le coût de production plus élevé. Les salaires des mineurs sont très insuffisants ; les

travailleurs pauvres font régulièrement des grèves pour obtenir des salaires plus élevés. La première guerre mondiale a commencé en 1914, la même année où la production de charbon du Royaume-Uni a commencé à baisser. Depuis lors, la production de charbon du Royaume-Uni a chuté presque chaque année.

3) Low wage problem is similar to the late 1920s

- ▶ Fix is likely to take years; much pain
- ▶ We are likely past “peak oil”; oil production may fall for years



▶ 9

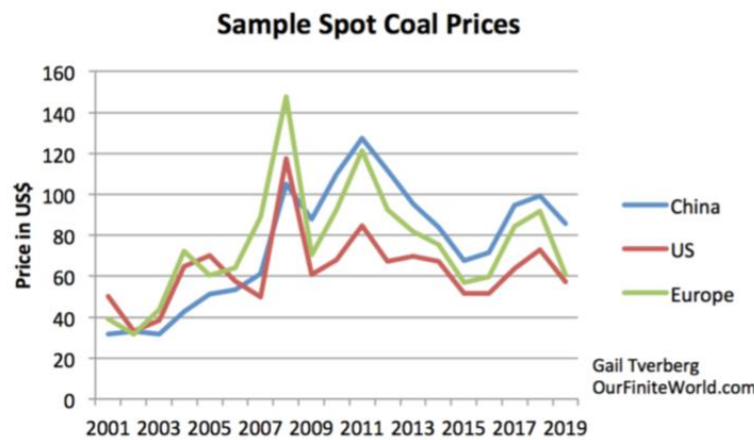
La dernière fois que les disparités salariales ont commencé à augmenter aussi fortement que ces dernières années remonte à la fin des années 20, ou peut-être même dès 1913-1915. Le graphique ci-dessus concerne les États-Unis ; les problèmes étaient plus importants en Europe à cette époque.

Avec la persistance des prix bas du pétrole, la production va probablement commencer à baisser et pourrait continuer à baisser pendant des années. Il est difficile de remettre en service les installations de forage mises au rebut, par exemple. L'expérience du charbon au Royaume-Uni montre que les prix de l'énergie n'augmentent pas nécessairement pour compenser les coûts plus élevés dus à l'épuisement. Il faut qu'il y ait des acheteurs pour les biens plus chers fabriqués avec du charbon plus cher. S'il y a trop de disparités salariales, les nombreux pauvres du système auront tendance à maintenir la demande, et les prix, à un niveau trop bas. Ils risquent de mal manger, ce qui facilitera la propagation des pandémies, comme ce fut le cas pour la grippe espagnole en 1918-1919. Ces personnes seront malheureuses, ce qui entraînera la montée de dirigeants promettant de changer le système pour améliorer les choses.

Je crains que nous nous dirigeons vers une longue période de troubles, comme cela s'est produit entre 1913 et 1945. Au lieu d'obtenir des prix élevés de l'énergie, nous aurons une perturbation de l'économie mondiale. L'économie auto-organisée tente de se réparer, soit en augmentant l'approvisionnement en énergie, soit en éliminant les parties de l'économie qui ne contribuent pas suffisamment au système global. Les conflits entre pays, les pandémies, les faillites et la contraction de l'économie sont susceptibles de faire partie du mélange.

Le charbon semble également atteindre ses limites d'extraction

Issue #4) We seem to be reaching “peak coal” as well. Low price problem affects coal, too.

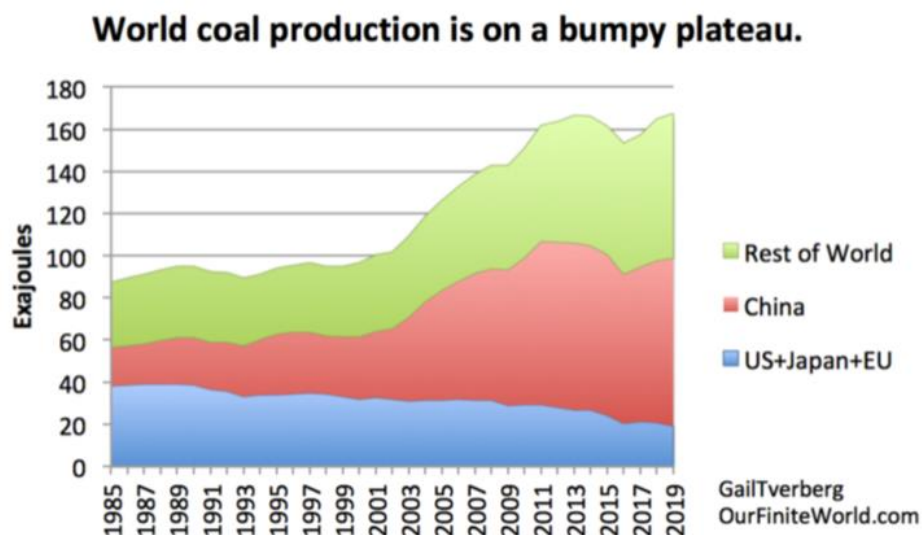


► 10

Le charbon a essentiellement le même problème que le pétrole : Les prix ont tendance à être trop bas pour que les producteurs puissent extraire le charbon de manière rentable. De nombreux producteurs de charbon ont fait faillite. Les prix étaient plus élevés en 2008, lorsque la demande était élevée pour tout, et à nouveau en 2011, lorsque l'assouplissement quantitatif a été utile.

La semaine dernière, la presse a fait état de la limitation des importations de charbon en provenance d'Australie par la Chine, afin de créer davantage d'emplois pour les mineurs de charbon en Chine. Le grand conflit entre les pays concerne "pas assez d'emplois bien payés" et "pas assez d'entreprises rentables". Il s'agit indirectement de questions énergétiques. Si les biens fabriqués avec du charbon à prix élevé étaient plus "abordables", il n'y aurait pas de problème.

#4) World coal production has been on a bumpy plateau since 2012. China's coal production flat since 2012.

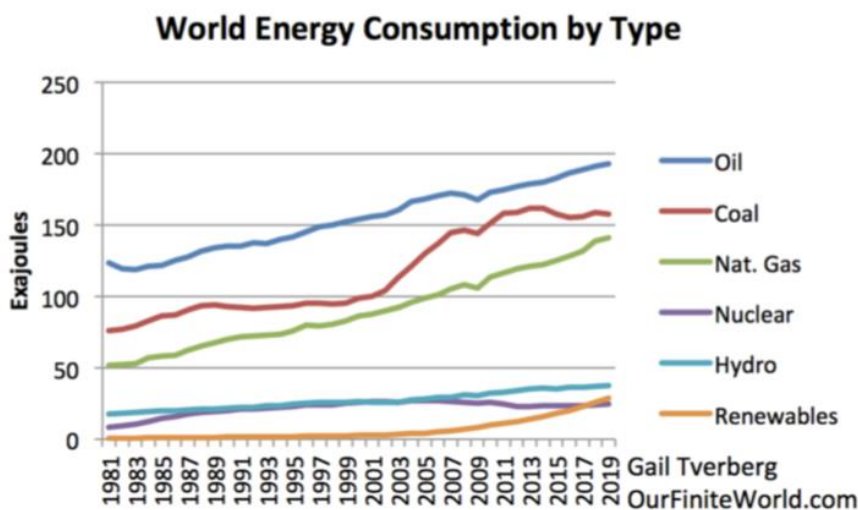


► 11

Depuis 2012, la production de charbon dans le monde est sur un plateau ondulé. En fait, la Chine, le plus grand producteur de charbon, a vu sa production stagner à partir de 2012 environ. Le problème était bien connu : Le coût de l'extraction a augmenté parce que de nombreuses mines utilisées depuis de nombreuses années étaient épuisées. Le prix de vente n'augmenterait pas pour correspondre au coût plus élevé de l'extraction, pour des raisons d'accessibilité financière.

Le problème sous-jacent est que l'économie est une structure dissipatrice. Les prix des produits de base sont fixés par les lois de la physique. Les prix n'augmentent pas suffisamment pour les producteurs, s'il n'y a pas assez de clients désireux et capables d'acheter les biens fabriqués avec du charbon à prix élevé.

Issue #5) Coal and oil are the world's top energy sources.
We have a major problem without them!



► 12

Nous avons un problème majeur si la production de charbon et de pétrole risque de chuter en raison de la faiblesse des prix

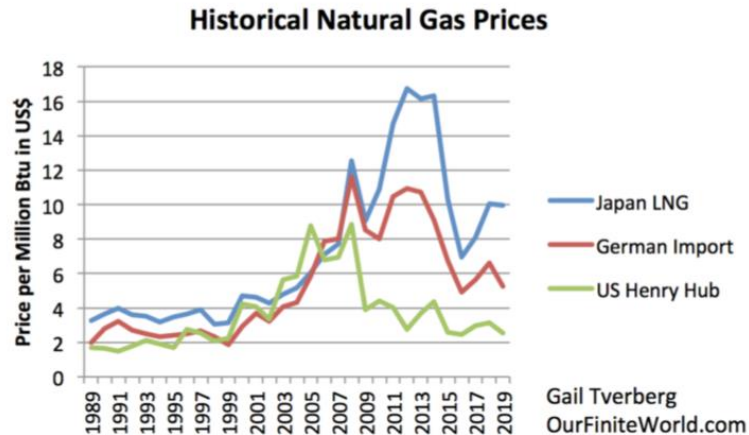
Le pétrole et le charbon sont les deux plus grandes sources d'énergie au monde. Nous ne pouvons pas nous en passer. Si la production de gaz naturel est assez élevée, il n'y a pas assez de gaz naturel pour remplacer à la fois le pétrole et le charbon.

En regardant la liste, on constate que la production nucléaire a atteint un maximum en 2006 et qu'elle a diminué depuis.

L'hydroélectricité continue à se développer, mais à partir d'une petite base. La plupart des bons sites ont déjà été développés. Dans de nombreux cas, il existe des conflits entre les pays quant à savoir qui doit tirer profit de l'eau d'une rivière donnée <par exemple le Nil>.

Le seul groupe qui se développe rapidement est celui des énergies renouvelables. (Il s'agit en fait des énergies renouvelables autres que l'hydroélectricité.) Elles comprennent l'énergie éolienne et solaire, ainsi que quelques autres types d'énergie, dont la géothermie. Ce groupe est lui aussi très restreint par rapport au pétrole et au charbon.

#5) Difficult to depend on natural gas instead. Its prices have been low in recent years. 2020 lower yet!



► 13

Le gaz naturel a également un problème de prix bas

Le gaz naturel, à première vue, semble être une solution partielle aux problèmes énergétiques mondiaux : Il est moins riche en carbone que le charbon et le pétrole, et il est assez abondant. Le problème avec le gaz naturel est qu'il est terriblement cher à expédier. Il fut un temps où les gens parlaient de beaucoup de gaz naturel "échoué". Ce gaz naturel semblait être disponible, mais lorsque les frais d'expédition étaient inclus, le prix des marchandises fabriquées avec ce gaz (comme l'électricité ou le chauffage d'hiver pour les maisons) était souvent inabordable.

Après la flambée des prix du pétrole au début des années 2000, de nombreuses personnes sont devenues optimistes, pensant qu'avec la pénurie d'énergie, les prix du gaz naturel augmenteraient suffisamment pour rendre l'extraction et l'expédition sur de longues distances rentables. Malheureusement, il devient de plus en plus évident que, si les prix peuvent temporairement monter en flèche en raison de la rareté et peut-être d'une bulle d'endettement, il est extrêmement difficile de les maintenir à long terme. Les clients doivent pouvoir se permettre les biens et services fabriqués avec ces produits énergétiques, ou les lois de la physique ramènent les prix du marché à un niveau abordable.

Les prix indiqués dans le graphique reflètent trois produits différents du gaz naturel. Le plus bas est celui de l'US Henry Hub, dont le prix est fixé près du lieu d'extraction, de sorte que le transport à longue distance ne pose pas de problème. Les deux autres, les importations allemandes et le gaz naturel liquéfié (GNL) du Japon, comprennent différentes quantités de transport maritime à longue distance. Les prix en 2020 sont encore plus bas qu'en 2019. Par exemple, une partie du GNL importé par le Japon a été achetée à 4 dollars par million de Btu en 2020.

L'économie a besoin d'un renflouement similaire à la croissance du pétrole après la Seconde Guerre mondiale

Issue #6) The economy needs a bail-out similar to the growth of oil production after World War II

- ▶ Oil: Very inexpensive to produce, initially
- ▶ Value to customers was very much higher
 - ▶ Sales price could be high above the cost of production
 - ▶ Very high “energy return on energy investment”
 - ▶ Opposite of “needing a subsidy”
- ▶ Oil profits benefited economy as a whole
 - ▶ High taxes helped governments; high dividends helped pensions
 - ▶ Easy to add new jobs, roads, electricity transmission lines
- ▶ Without a new, exceedingly inexpensive-to-produce energy source, the economy will tend to shrink back and may even collapse

▶ 14

Le pétrole qui a été produit peu après la Seconde Guerre mondiale avait des caractéristiques très importantes :

1. Il était très peu coûteux à produire, et
2. Il pourrait être vendu aux clients à un prix bien plus élevé que son coût de production.

C'était comme si, aujourd'hui, nous avons un produit énergétique très utile qui pouvait être produit et livré pour 4 dollars, mais il était si précieux pour les consommateurs qu'ils étaient prêts à payer 120 dollars pour l'obtenir. En d'autres termes, le consommateur était prêt à payer 30 fois plus que le coût d'extraction et de raffinage du pétrole.

Avec un produit énergétique d'une telle valeur, une entreprise qui le produit n'aurait pratiquement pas besoin de s'endetter. Elle pouvait forer un ou deux puits, et avec les bénéfices des premiers puits, financer l'investissement de beaucoup d'autres puits. L'entreprise pourrait payer des impôts très élevés, ce qui permettrait aux gouvernements de construire des routes, des écoles, des lignes de transmission électrique et bien d'autres infrastructures, sans avoir à augmenter les impôts des citoyens.

Outre l'utilisation des bénéfices pour le réinvestissement et les impôts, les compagnies pétrolières pourraient verser des dividendes élevés. Cela faisait des actions des compagnies pétrolières les préférées des régimes de retraite. Ainsi, d'une certaine manière, les bénéfices des compagnies pétrolières pouvaient également servir à subventionner les régimes de retraite.

Aujourd'hui, en raison de l'épuisement des réserves, nous sommes arrivés à une situation où les compagnies pétrolières, et en fait la plupart des compagnies, ne sont pas rentables. Les compagnies et les gouvernements continuent d'ajouter des dettes à des taux d'intérêt toujours plus bas. En fait, la tradition de l'endettement croissant à des taux d'intérêt toujours plus bas remonte à 1981. **Ainsi, nous utilisons la manipulation de la dette pour cacher les problèmes énergétiques depuis près de 40 ans maintenant.**

Nous avons besoin d'un moyen de contrecarrer cette tendance à des rendements toujours plus faibles. Certaines personnes parlent de "retour sur investissement énergétique" ou EROEI. J'ai donné un exemple en dollars, mais une des principales choses que ces dollars achètent est l'énergie, donc le résultat est très similaire.

Je pense que les chercheurs ont placé la "barre" beaucoup trop bas, en examinant ce qu'est un EROEI adéquat. Aujourd'hui, l'énergie éolienne et solaire n'a pas vraiment d'EROEI adéquat, si l'on tient compte du coût total de la livraison. S'ils en avaient un, ils n'auraient pas besoin de la subvention de "passer en premier" sur le réseau électrique. Ils seraient également en mesure de payer des taxes élevées au lieu d'avoir besoin de subventions, année après année. Nous avons besoin de solutions bien meilleures que celles que nous avons aujourd'hui.

Certains chercheurs parlent d'"énergie nette par habitant", calculée comme suit : ((énergie livrée à l'utilisateur final) moins (énergie utilisée pour la fabrication et le transport de l'énergie jusqu'à l'utilisateur final)) divisée par (population). Il me semble que l'énergie nette par habitant doit rester au moins constante, et peut-être même augmenter. Si l'énergie nette par habitant pouvait effectivement augmenter, cela permettrait à l'économie de lutter de plus en plus contre l'épuisement et la pollution.

Conclusion : Nous avons besoin dès maintenant d'une nouvelle source d'énergie très bon marché <qui n'existe pas>

Conclusion: The world economy really needs a new, very inexpensive energy source now

- ▶ Current economic situation makes it difficult to reach this goal
 - ▶ Economy is doing poorly
 - ▶ Overall "energy return" of today's fuel mix seems to be too low
 - ▶ Makes it difficult to fund temporary subsidies for alternatives
- ▶ Economic crisis may take years to resolve
 - ▶ Energy innovations may have a chance in the rebuilding stage
- ▶ Perhaps hope?
 - ▶ Recent headline: [UAE Bets Big on Space Tech to Diversify from Oil](#)
 - ▶ Funds for research may be available, even if not for full implementation

▶ 15

Nous avons besoin d'une nouvelle source d'énergie très peu coûteuse que les acheteurs seront prêts à payer un prix disproportionné pour l'instant, et non dans 20 ou 50 ans.

L'alternative peut être une économie qui fonctionne mal pendant longtemps ou qui s'effondre complètement.

La seule lueur d'espoir, du point de vue d'un chercheur, est le fait que les gens sont toujours à la recherche de solutions. Ils peuvent être en mesure de fournir des fonds pour la recherche à l'heure actuelle, même si les fonds pour une mise en œuvre complète sont peu probables.

Les étapes de l'effondrement

par Tuomas Malinen 2020-02-10

<Jean-Pierre: article exceptionnel Numéro 2. Il ne tient pas compte de la crise énergétique irréversible et terminale (pourtant officielle) dans laquelle nous sommes actuellement. Donc, il n'y aura pas de retour économique au niveau de 2019..>



Le coronavirus, ou pandémie de Covid-19, a mis le monde sur une voie menant à un effondrement économique aux proportions épiques. Dans ce blog constamment mis à jour, nous suivons l'évolution de la crise.

La phase de la crise : La contre-attaque / L'inondation

Mise à jour 13/10/2020 (précédente mise à jour 02/10). Toutes les mises à jour sont présentées en gras.

Dans le numéro de décembre 2018 de notre revue Q, nous avons présenté les scénarios probables d'un effondrement économique mondial imminent. Mais, comme la plupart des choses dans la vie, un événement aussi dramatique ne se déroulera probablement pas de manière purement linéaire. Il comportera différentes étapes.

En décembre 2019, nous avons décrit ces étapes, qui sont probablement au nombre de cinq : le début, la contre-attaque, l'inondation, la calamité et la reprise. Ici, nous définissons brièvement les caractéristiques de chacune d'entre elles, en les actualisant à l'aide d'informations récentes.

Le début de la crise

Dans le Q-Review 4/2019, nous avons précisé qu'au début, les tensions qui s'étaient accumulées sur les marchés du crédit depuis l'été 2019 allaient exploser, réduisant, voire éliminant complètement, les sorties de nombreuses parties de ce marché.

La baisse des notations de la dette des entreprises aux États-Unis et de la dette souveraine périphérique dans la zone euro pousserait les grands investisseurs en titres à revenu fixe, y compris les fonds de pension, vers des obligations mieux notées, ce qui entraînerait à son tour la vente à grande échelle d'obligations moins bien notées, ce qui obligerait à élargir les écarts et à vendre encore plus".

Ce moment est survenu fin février 2020, lorsqu'une panique soudaine a saisi les investisseurs sur les marchés du crédit et des actions après une flambée des cas signalés de Covid-19 et des décès en Italie qui ont coïncidé avec l'effondrement des négociations de l'OPEP. Les marchés boursiers se sont effondrés et les écarts sur les marchés du crédit ont explosé. Une retraite effrénée vers les actifs "refuge", notamment les bons du Trésor américain, les Bunds allemands et les Gilts britanniques, ainsi que les liquidités et les métaux précieux, a commencé.

Pendant une brève période, à la mi-mars, nous avons été au bord d'un effondrement complet des marchés financiers. Puis, comme nous l'avons également envisagé en décembre, les autorités mondiales et locales se sont précipitées à une échelle jamais vue pour sauver la situation.

La contre-attaque

Nous avons envisagé que la deuxième phase de l'effondrement serait les efforts désespérés des autorités pour arrêter la crise par une contre-attaque.

Nous avons dit que ces efforts incluraient probablement la relance et l'accélération des programmes d'assouplissement quantitatif et d'autres initiatives de soutien du marché, des mesures de relance budgétaire gigantesques, un protectionnisme commercial croissant et peut-être même des appels à la monétisation de la dette directe (voir la revue Q 3/2019 pour une explication).

Ces tactiques ont été employées avec toute la force nécessaire. Partout dans le monde, les gouvernements ont injecté dans leurs économies respectives de vastes quantités de mesures de relance financées par la dette. Toutefois, ce niveau astronomique de relance n'a abouti, au mieux, qu'à une reprise médiocre dans le monde entier, qui s'estompe aujourd'hui.

De plus, ce niveau ridicule de relance budgétaire a dégradé l'efficacité des "munitions" qui restent aux gouvernements pour répondre à la phase la plus proche et la plus directe de la crise : la "calamité".

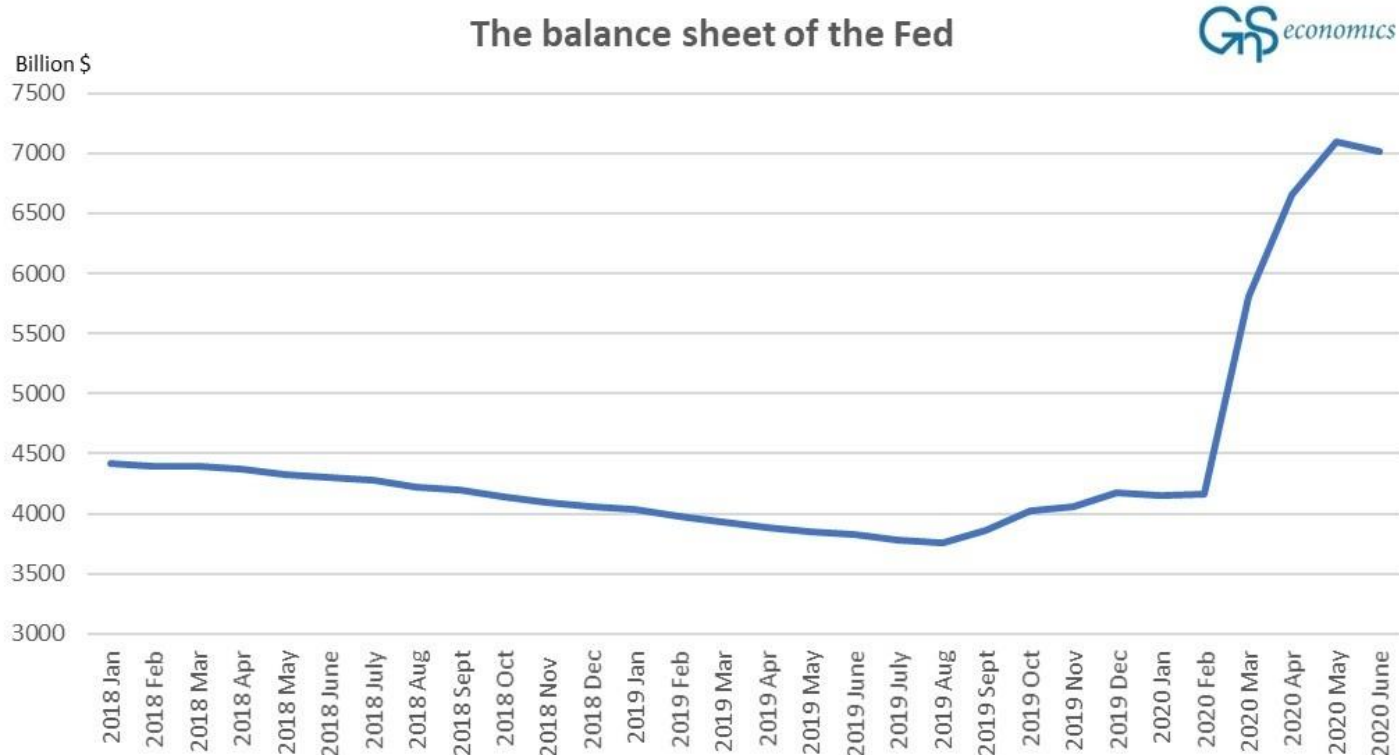


Figure 1. *Total des actifs de la Réserve fédérale (moins les éliminations de la consolidation). Source : GNS Economics, St. Louis Fed*

La Fed est désormais devenue le marché financier puisqu'elle soutient les marchés du Trésor américain, intervient sur les marchés des papiers commerciaux des entreprises et des obligations municipales et sur les marchés monétaires à court terme. Le soutien massif de la FED et les programmes de "free money" du gouvernement ont fait grimper les évaluations boursières américaines à des niveaux jamais vus depuis, au moins, le sommet du "boom technologique" en 1999.

La BCE a effectivement atteint le fond de ses réserves de réanimation. Les achats d'actions, etc., seraient totalement inefficaces si l'on considère que la zone euro est tombée en récession au quatrième trimestre 2019, au beau milieu du "QE-forever" annoncé par M. Draghi en septembre.

De plus, les "largages d'argent par hélicoptère" seraient techniquement très difficiles dans la zone euro et les monétisations de la dette sont strictement interdites dans le bloc monétaire. L'opposition politique à ces mesures serait probablement aussi très forte, du moins en Allemagne.

Si les dirigeants européens sont parvenus à un accord sur le "fonds de relance" de 750 milliards d'euros, celui-ci devra encore être adopté par les 27 parlements nationaux. Cela est loin d'être certain.

La zone euro, avec son secteur bancaire massif et chancelant, est le "maillon faible" de la contre-attaque mondiale.

L'inondation

Malgré les efforts désespérés des autorités mondiales pour soutenir le crédit et les marchés boursiers, nous sommes toujours confrontés à un flot de faillites d'entreprises.

En décembre 2019, nous avons affirmé que les sociétés dites "zombies", confrontées à l'effondrement de la demande économique mondiale, commenceront à faire faillite à une échelle jamais vue depuis des décennies. Le chômage montera en flèche et les recettes fiscales s'effondreront. Et, à certains moments, les marchés du crédit s'effondreront malgré les efforts massifs des banques centrales. Nous avons également envisagé cela :

Si une ou plusieurs banques européennes s'affaiblissent ou font faillite, cela risque d'entraîner les marchés des capitaux dans une spirale descendante similaire.

Ensuite, nous détaillons la phase d'inondation dans trois pays/zones cruciaux : les États-Unis, la zone euro et la Chine.

Les États-Unis

Bientôt, les sociétés zombies pourraient représenter 20% des entreprises américaines, dont le pourcentage augmente maintenant rapidement en raison des opérations de soutien sans précédent de la Fed et du gouvernement américain, de plus en plus, une seule et même chose.

Le "déluge" a maintenant clairement commencé aux États-Unis. Les faillites de J.Crew Group, J.C. Penney, Lord & Taylor, parmi d'autres grands détaillants américains, et l'effondrement de Hertz, un géant mondial de la location de voitures basé aux États-Unis, sont les exemples les plus marquants de cette étape.

Les statistiques de l'American Bankruptcy Institute montrent que les dépôts de bilan à l'échelle nationale ont dépassé le niveau de 2019 en septembre.

Nous ne pouvons qu'imaginer ce qu'aurait été le nombre de faillites en vertu du chapitre 11 sans le soutien massif du gouvernement. Mais le fait est que le gouvernement américain, ou tout autre gouvernement d'ailleurs, ne peut pas tenir la marée des faillites d'entreprises et de particuliers à distance pour toujours.

C'est pourquoi nous pensons que nous n'en sommes qu'au début du déluge, où vous percevez que l'eau monte lentement - et vous savez que la situation va s'aggraver.

Zone euro

On estime que plus de 10 % des entreprises en Europe sont des "zombies". Leur existence est également étroitement liée à celle de banques faibles (ou zombifiées).

Aujourd'hui, alors que les moratoires prennent fin dans certaines parties de la zone euro, l'Allemagne, par exemple, est confrontée à un déluge d'insolvabilités. En Italie, les moratoires sur la dette prendront fin au cours du premier semestre 2021, les premières instances se terminant au début de l'année. Cela risque d'entraîner une augmentation catastrophique des prêts non performants dans les banques italiennes.

La rentabilité des banques européennes après le GFC <great financial crisis> a également été lamentable, et comme nous l'avons expliqué dans le Q-Review 3/2019, ces banques ont été paralysées à la fois par les programmes OMT et QE et par la politique de taux négatifs imposée par la BCE.

Le test de stress de la BCE, publié en octobre, a montré que la moitié des plus grandes banques de la zone euro ne survivraient pas si les contreparties financières et certains clients commerciaux retiraient leur argent des banques. C'est exactement ce qui se passe dans une récession, qui est maintenant arrivée.

Le début de la crise bancaire européenne est proche.

Chine

En Chine, nous constatons une lente reprise malgré des mesures de relance massives (voir figure 2). La production industrielle a chuté de plus de 13 % en janvier et en février. Si la production a depuis lors retrouvé une croissance d'environ 5 %, ce taux de croissance implique qu'elle sera au plus tôt en janvier 2021 avant d'atteindre les niveaux de décembre 2019.

Les problèmes bancaires deviennent également plus pressants en Chine.

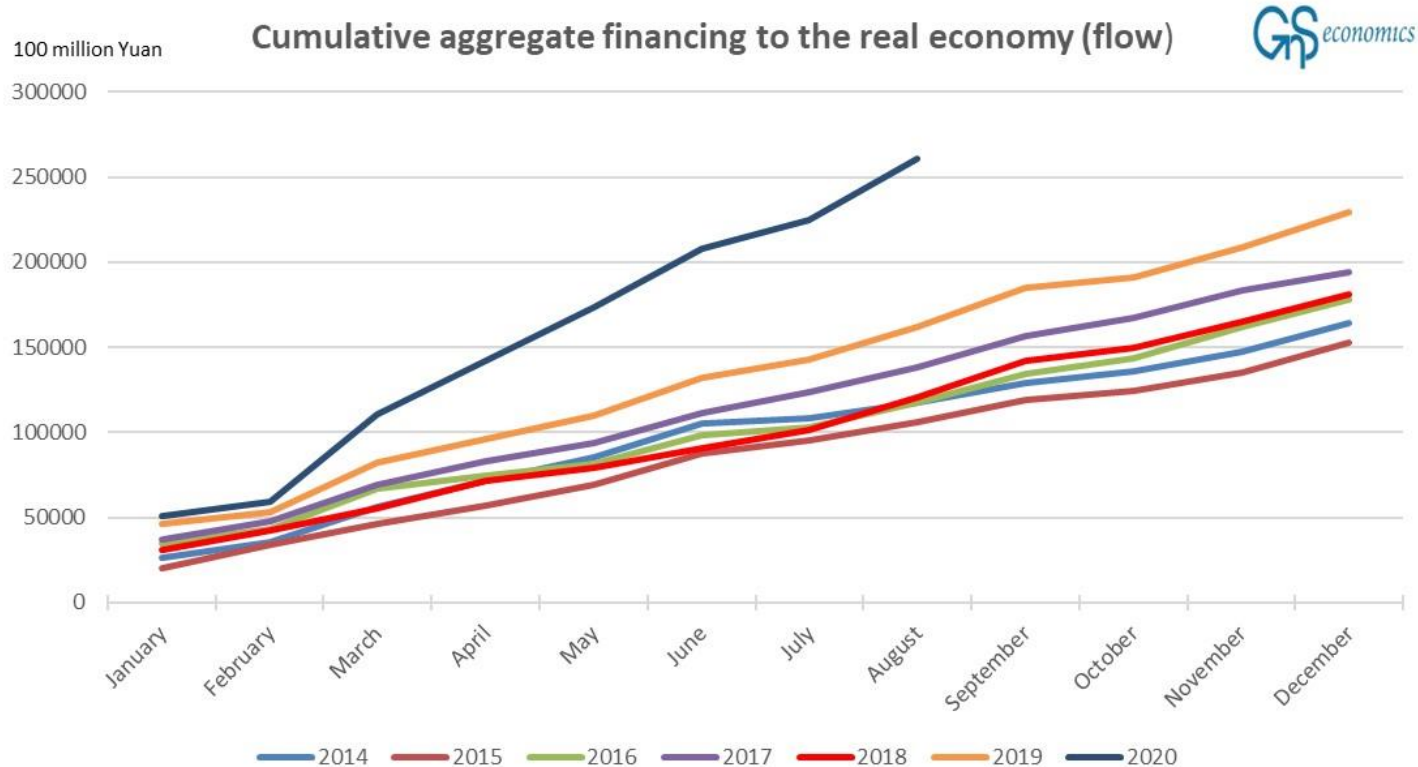


Figure 2. Financement global cumulé annuel de l'économie réelle (flux) en Chine. Source : GnS Economics, Banque populaire de Chine

Les bénéfices du système bancaire chinois de 45 000 milliards de dollars plongent au rythme le plus rapide depuis au moins une décennie, les créances douteuses atteignent un record et les réserves de capital s'érodent. De plus, par exemple, les quatre plus grandes banques chinoises sont confrontées à une pénurie combinée de 940 milliards de dollars, mandatée d'ici 2024, pour répondre aux exigences de fonds propres destinées à protéger le public et le système financier contre les faillites bancaires massives. Il n'est donc pas surprenant que les cours des actions des banques chinoises aient chuté à des niveaux historiquement bas.

Le "hard landing" de l'économie chinoise se profile à l'horizon.

Les ramifications mondiales

Lorsque les faillites d'entreprises, ou l'inondation, commenceront vraiment, cela sera visible à la fois sur les marchés financiers et dans le secteur public. Plusieurs secteurs des marchés financiers sont susceptibles de connaître des turbulences massives, un effondrement des prix et même une implosion complète, comme ce fut le cas lors du récent cataclysme sur les marchés pétroliers.

Le "déluge" aura le plus grand impact sur le secteur bancaire, qui est déjà très faible en Europe. La Fed et d'autres banques centrales sont peut-être en mesure de soutenir les marchés financiers, mais leur capacité à endiguer une panique bancaire est très limitée.

En réalité, les banques centrales ne peuvent que fournir des liquidités et essayer de créer une "bad bank" pour collecter les actifs non performants des bilans bancaires, mais si les problèmes du secteur bancaire sont généralisés, comme c'est le cas actuellement, ces méthodes seront insuffisantes pour endiguer la "ruée vers les banques" <bank run>. Seuls les gouvernements peuvent véritablement résoudre une crise bancaire, par exemple

en fournissant des capitaux frais aux banques, mais beaucoup sont aujourd'hui lourdement endettés, surtout en Europe.

Un effondrement économique total, Calamity, s'ensuivra.

La calamité

Une déflation mondiale massive va apparaître, menée par une horrible chaîne de faillites de banques et d'entreprises. Les liquidités mondiales s'effondreront et les marchés boursiers s'effondreront de manière spectaculaire.

La valeur des avoirs des fonds de pension publics et privés, des fonds de dotation caritatifs, des fonds fiduciaires bancaires, des comptes généraux et variables des compagnies d'assurance et des fonds communs de placement en actions et en obligations s'effondrera rapidement lors du déluge. Même les fonds du marché monétaire les plus modestes pourraient être en danger, comme ils l'ont été lors de la crise financière de 2008. En raison de l'effondrement des marchés financiers et des faillites du secteur bancaire, le chômage et la pauvreté risquent d'exploser. Simultanément, les recettes fiscales de l'État s'effondreront avec le recul des revenus et l'évaporation des plus-values.

Alors que les dépenses publiques montent en flèche dans une orgie de contra-cyclicité keynésienne, les déficits nationaux atteindront des sommets historiques, tant en termes absolus que relatifs. Les banques centrales qui ont initié la monétisation de la dette n'auront d'autre choix que d'accélérer leurs programmes. Dans leur désespoir, de nombreuses autres banques centrales suivront probablement.

Les gouvernements tenteront de sauver les banques d'importance critique, ce qui nécessitera un financement à grande échelle que de nombreux pays - comme ceux de la zone euro - ne peuvent pas se permettre et ne pourront pas financer sur des marchés de capitaux paralysés. Cette réalité économique fait du sauvetage des déposants la seule option, même si elle est politiquement insatisfaisante.

Confrontés à de nouvelles et dures réalités fiscales, les retraites et autres programmes de sécurité sociale risquent d'être sérieusement réduits par des gouvernements désespérés. Une calamité économique s'installe.

Cependant, un scénario encore plus sombre existe. Si les pays du monde entier sont contraints de rétablir un verrouillage général et draconien en raison de la deuxième vague de la pandémie de coronavirus, cela pourrait entraîner l'effondrement complet des chaînes d'approvisionnement mondiales. Les voies logistiques mondiales seraient perturbées par un nombre considérable d'employés malades (ou effrayés) et par la fermeture stricte des usines et des frontières nationales.

Ces facteurs épouvantables, combinés à la montée en flèche du chômage, aux faillites d'entreprises et aux turbulences du marché, feraient basculer le secteur bancaire mondial. Les pertes des banques seraient probablement si importantes que, même si des mesures de sauvetage des déposants étaient adoptées, elles seraient insuffisantes pour empêcher les banques de faire faillite.

Le secteur bancaire européen s'effondrerait probablement complètement, suivi d'une implosion de l'ordre financier mondial. Le commerce mondial s'évaporerait. Le monde succomberait dans un anéantissement économique total.

La seule façon de sauver l'économie mondiale serait de mettre en place une socialisation à grande échelle. Cela signifierait une action des banques centrales jamais vue auparavant.

La Réserve fédérale et les autres banques centrales devraient acheter non seulement des obligations d'État (comme elles l'ont déjà fait dans le cadre de l'EQ), mais aussi la majorité de l'univers des actifs financiers à risque, qui est estimé à plus de 400 000 milliards de dollars américains. En outre, les banques centrales devraient fournir un soutien fiscal pratiquement illimité aux gouvernements pour maintenir, voire accroître, leurs activités de consommation et d'investissement.

Dans ce scénario, les bilans des grandes banques centrales se transformeraient en véhicules d'investissement aux frontières illimitées. Les banquiers centraux décideraient des pays et des entreprises qui survivraient. Elles se transformeraient effectivement en Gosbanks (la banque centrale de l'ex-Union soviétique) du monde entier. Cela conduirait naturellement à une dystopie économique mondiale totale et méconnaissable.

La reprise

<Il ne tient pas compte de la crise énergétique dans laquelle nous sommes actuellement (pourtant officielle). Donc, il n'y aura pas de reprise.>

Si la socialisation complète de nos économies et de nos marchés financiers n'a pas lieu, nous prévoyons que la dépression mondiale durera de 3 à 5 ans. L'effondrement initial sera probablement terminé d'ici trois ans (2020-2022).

Ainsi, le chemin de la reprise dépendra de manière cruciale de la portée de l'"assainissement" de l'économie, des marchés et du secteur financier. Si le secteur bancaire implose complètement, le déficit économique sera naturellement aggravé, ce qui conduira à une crise systémique.

Toutefois, si les fonctions essentielles du secteur bancaire sont maintenues, en particulier en Europe, nous pourrions éviter le malaise le plus profond. En outre, si l'on laisse les banques peu solides et les entreprises "zombies" faire faillite ou si on les démantèle méthodiquement, cela permettra d'éliminer une grande partie des mauvais investissements de l'économie, créant ainsi les bases d'une reprise forte et durable.

Ainsi, si nous parvenons à revenir aux principes de l'économie de marché, y compris, et c'est le plus important, à un retour à une détermination des prix non faussée sur les marchés des capitaux, nous assisterons probablement à l'une des plus puissantes reprises de l'histoire économique mondiale. Elle serait menée par la robotisation et l'innovation technologique générale, que les périodes économiques difficiles ont tendance à favoriser.

Cependant, la monétisation de la dette, la théorie monétaire moderne ("MMT"), les largages d'hélicoptères et autres manœuvres de manipulation de l'argent corrompraient encore davantage l'économie, rendant impossible une reprise durable (voir la suite de la revue Q 4/2019). C'est malheureusement la voie sur laquelle nous sommes actuellement engagés.

En outre, les gouvernements et les banques centrales jouant un rôle beaucoup plus important dans l'économie et la société dans ce scénario plus sombre, une certaine forme de fascisme (qui est, par définition, la fusion du pouvoir de l'État et des entreprises) serait le résultat final probable de ces développements.

Nous ne pouvons rien faire de plus qu'espérer que des dirigeants politiques sages, courageux et clairvoyants nous épargneront ce sort horrible.

Le calendrier ?

Suite à l'épidémie de coronavirus, les obligations de pacotille se sont répandues en flèche. Elles ont été domptées par les opérations de soutien massives lancées par la Fed, qui ont également poussé les marchés boursiers vers de nouveaux sommets (voir figure 3), tandis que les faillites d'entreprises ont atteint des niveaux records. Cela n'a absolument aucun sens.

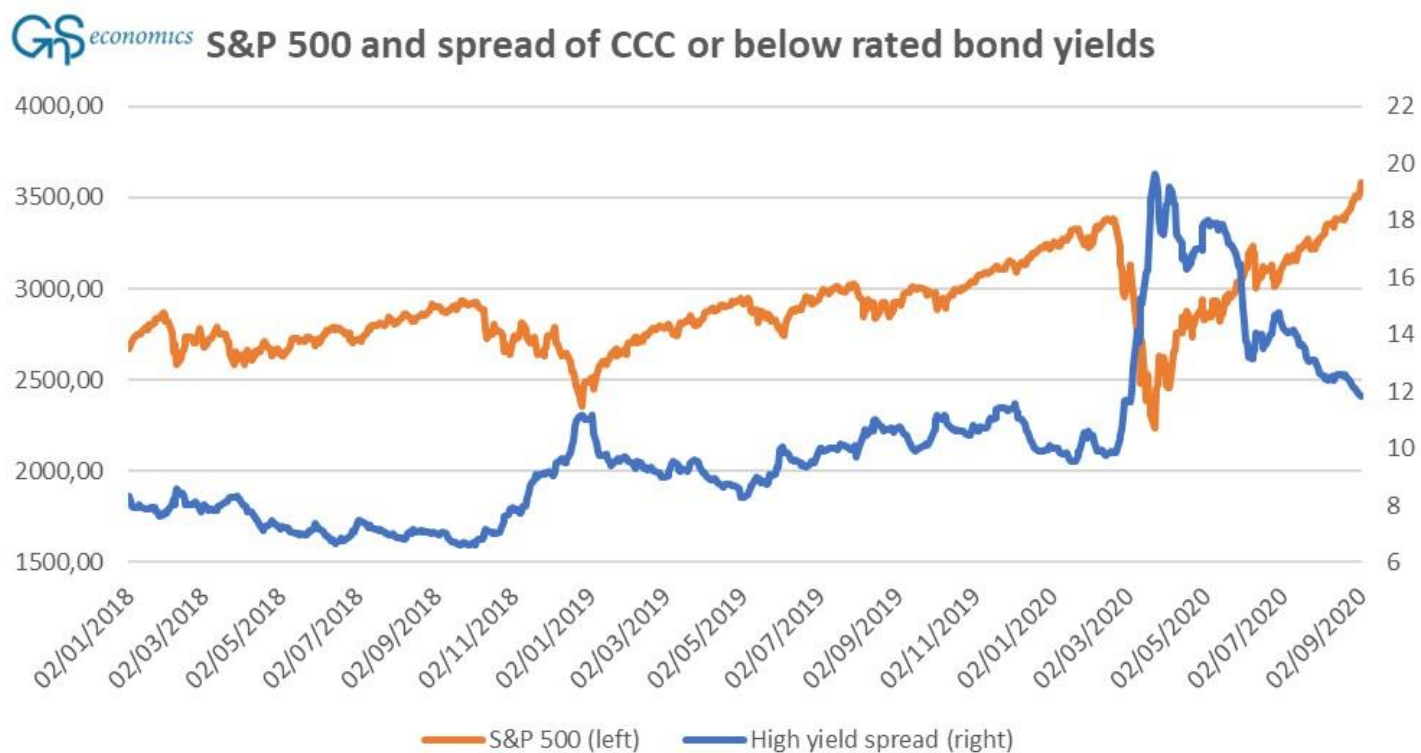


Figure 3. La valeur de clôture quotidienne de l'indice S&P 500 et l'écart ajusté aux options de l'indice ICE BofAML US corporate C sur la courbe du Trésor au comptant. Source : GNS economics, Fed St. Louis, Yahoo Finance

Il est clair que les entreprises "zombifiées" cotées en bourse ne peuvent pas supporter des rendements élevés et une demande effondrée pendant très longtemps avant de commencer à faire faillite. Le chômage massif, déjà visible dans de nombreux pays, est probablement le principal facteur de faillite des entreprises dans le monde.

En outre, les entreprises ne peuvent pas survivre uniquement grâce à l'endettement. Elles ont besoin de revenus, que les banques centrales ne peuvent pas imprimer. Les niveaux records de faillites signifient que le chômage ne s'améliorera pas de manière significative, et les banques centrales ne peuvent pas imprimer les emplois. Les banques centrales ne peuvent pas non plus imprimer la rentabilité des banques.

Et maintenant, la deuxième vague de la pandémie de coronavirus se profile à l'horizon. C'est pourquoi nous sommes au bord d'un effondrement économique mondial, provoqué par une économie réelle vulnérable et un secteur financier fragile et surendetté.

Nous sommes dans une phase intermédiaire entre la contre-attaque et le déluge. Les autorités mondiales peuvent encore reporter de quelques mois le début de la crise bancaire, mais **les pertes bancaires massives infligées par le coronavirus et l'impact de l'inondation garantissent sa venue.**

+ + +

[Mà]Un avocat allemand dénonce la crise du coronavirus, et parle de crime contre l'humanité. Vidéo



Bonjour, je m'appelle Reiner Fuellmich et je suis admis au barreau en Allemagne et en Californie depuis 26 ans. J'ai pratiqué le droit principalement en tant qu'avocat plaçant contre des sociétés frauduleuses telles que la Deutsche Bank, autrefois l'une des plus grandes banques du monde et des plus respectées, aujourd'hui l'une des organisations criminelles les plus toxiques au monde. VW, l'un des constructeurs automobiles les plus importants et les plus respectés au monde, aujourd'hui connu pour sa fraude géante sur le diesel et Kuehne +Nagel, la plus grande compagnie maritime du monde, que nous poursuivons dans une affaire de corruption de plusieurs millions de dollars. Je suis également l'un des quatre membres de la commission d'enquête allemande sur le Corona. Depuis le 10 juillet 2020, ce comité écoute un grand nombre de témoignages de scientifiques et d'experts internationaux pour trouver des réponses aux questions sur la crise du Corona, que de plus en plus de personnes dans le monde entier se posent. Tous les cas de corruption et de fraude commis par les entreprises allemandes mentionnés ci-dessus sont dérisoires en comparaison de l'ampleur des dommages que la crise du Corona a causés et continue de causer. Cette crise du Corona, selon ce que nous savons aujourd'hui, doit être rebaptisée « scandale du Corona ». Et les responsables de cette crise doivent être poursuivis pénalement et pour dommage civil.

https://www.youtube.com/watch?v=kr04gHbP5MQ&feature=emb_logo

+ + +

5 grandes conclusions du rapport de l'AIE sur les perspectives énergétiques mondiales pour 2020

<Jean-Pierre: je n'ai absolument aucune confiance en ce journaliste pour évaluer correctement la situation du pétrole et ses effets sur la civilisation industrielle. Il ne fait aucun commentaire pertinent.>



Il y a quelques années, le secteur des combustibles fossiles se portait très bien, tandis que les investissements dans les énergies renouvelables et alternatives étaient considérés comme un joker parce que le secteur était considéré comme un territoire inexploré. Mais avec le passage à l'énergie propre et la guerre contre le changement climatique qui battent leur plein alors que les combustibles fossiles continuent de faire face à la plus grande crise existentielle de l'histoire, l'élan s'est déplacé massivement vers les combustibles à faible teneur en carbone. L'Agence internationale de l'énergie (AIE), basée à Paris, vient de publier sa publication phare, le **World Energy Outlook 2020**, qui donne une vue d'ensemble de la manière dont le système énergétique mondial pourrait se développer dans les prochaines décennies. L'organisation note que les circonstances exceptionnelles de cette année exigent une approche exceptionnelle, ce qui signifie que les horizons habituels de modélisation à long terme ont été conservés, mais que le World Energy Outlook 2020 se concentre résolument sur les dix prochaines années, en explorant en détail les impacts de la pandémie Covid-19 sur le secteur de l'énergie, et les actions à court terme qui pourraient accélérer les transitions vers les énergies propres.

Le rapport est résolument baissier pour les combustibles fossiles ; cependant, le point positif est le suivant : Une économie mondiale en perte de vitesse entraînera la plus forte baisse des émissions de CO2 jamais enregistrée, ~~les énergies renouvelables jouant un rôle encore plus important dans la production d'électricité~~. En fait, la baisse prévue de 2,4 gigatonnes (Gt) des émissions annuelles de CO2 ramènera l'horloge des émissions à ce qu'elle était il y a dix ans.

À part cela, le rapport est surtout négatif pour l'industrie des combustibles fossiles, alors tenez-vous bien.

Presque tous les analystes s'accordent à dire que la crise du Covid-19 a perturbé le secteur de l'énergie plus que tout autre événement dans l'histoire du secteur. Ce qui reste discutable, c'est l'ampleur des dégâts.

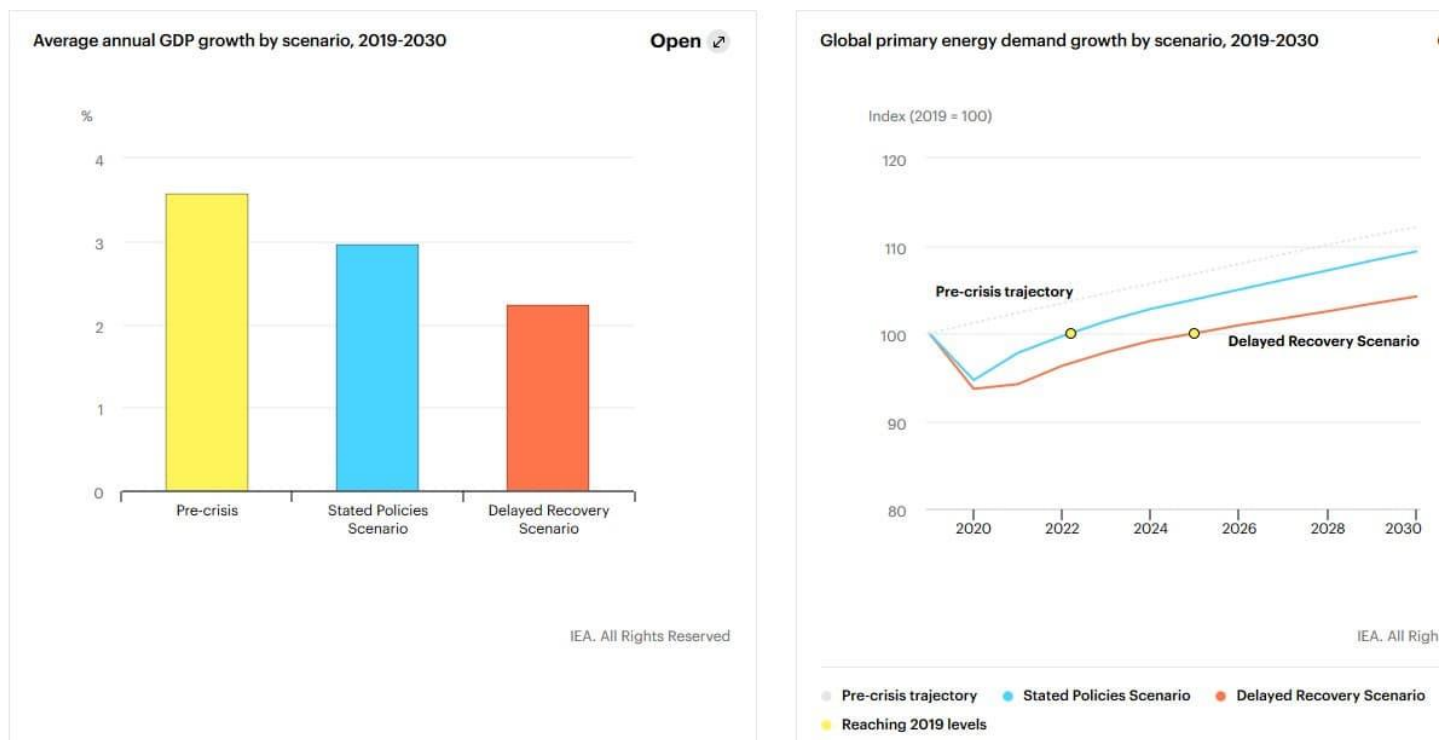
Selon l'AIE, la demande mondiale d'énergie, qui a été malmenée, est susceptible de rebondir même dans le pire des cas, mais l'ampleur de ce rebond dépendra largement des politiques de lutte contre le changement climatique que les gouvernements du monde entier adopteront à l'avenir.

L'AIE a modélisé quatre scénarios probables pour le secteur énergétique mondial :

1. **Le Stated Policies Scenario (STEPS)**, est le premier d'entre eux dans lequel le Covid-19 est progressivement maîtrisé en 2021, et l'économie mondiale revient aux niveaux d'avant la crise la même année. Ce scénario tient compte des intentions et des objectifs politiques que les gouvernements ont annoncés jusqu'à présent, soutenus par des mesures détaillées pour leur réalisation.
2. **Le scénario de reprise retardée (SRD)** est essentiellement le même que le scénario STEPS, mais il modélise une situation dans laquelle une pandémie prolongée cause des dommages durables aux perspectives économiques mondiales. Avec le SRD, l'économie mondiale ne retrouvera sa taille d'avant la crise qu'en 2023, ce qui signifie que la croissance de la demande énergétique au cours de la décennie sera la plus faible depuis les années 1930.
3. **Dans le scénario de développement durable (SDD)**, les énergies renouvelables devraient connaître un essor considérable grâce aux politiques et aux investissements en matière d'énergie propre qui mettront le système énergétique sur la voie de la réalisation intégrale des objectifs en matière d'énergie durable, y compris l'accord de Paris.
4. **Le nouveau scénario "Émissions nettes zéro d'ici 2050" (NZE2050)** est essentiellement une extension de l'analyse de la SDD. Dans ce scénario, de nombreuses entreprises et de nombreux pays visent des émissions nettes nulles vers le milieu du siècle, ce qui met les émissions mondiales sur la voie d'une émission nette nulle d'ici 2070.

En gardant cela à l'esprit, voici quelques-unes des conclusions intéressantes de l'AIE

#1. Les effets de la pandémie se feront sentir pendant des décennies



Source : AIE

Selon l'AIE, la demande mondiale d'énergie devrait chuter de 5 % en 2020, et les investissements dans l'énergie chuter de 18 %, ce qui est énorme.

Mais voici la vraie mauvaise nouvelle : dans le meilleur des cas (STEP), la demande mondiale d'énergie ne retrouvera pas complètement son niveau d'avant la crise de la Covid-19 avant 2023.

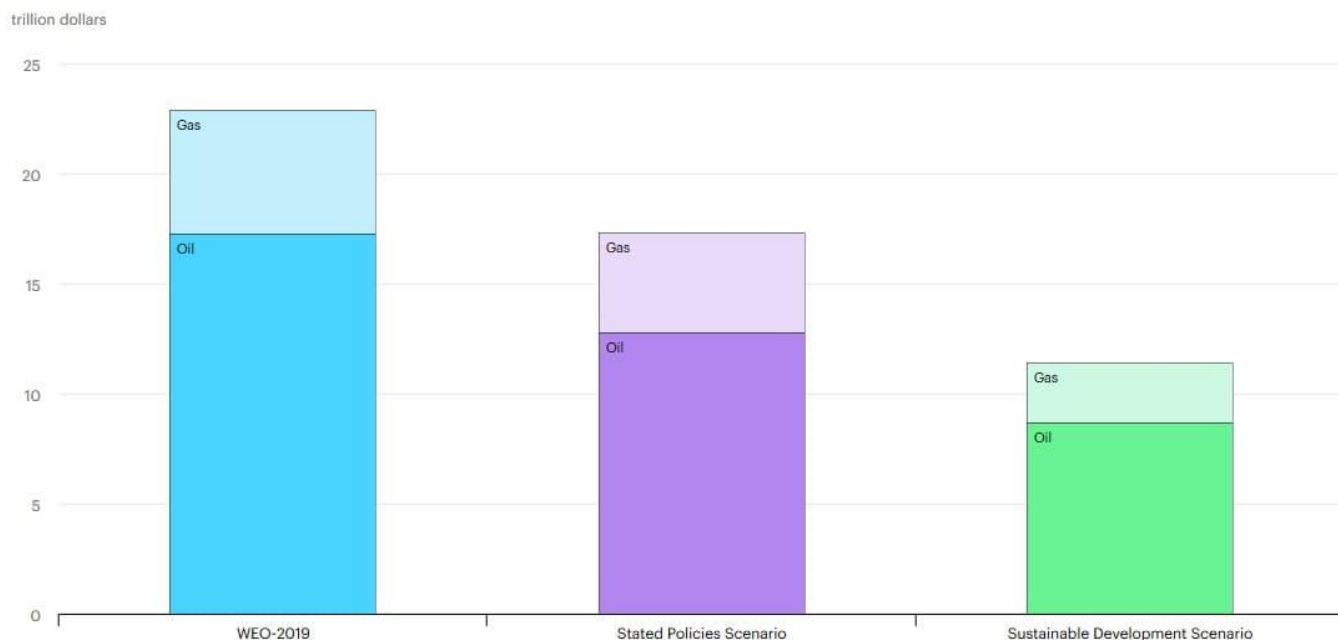
Un scénario légèrement plus pessimiste (DRS) retarde la reprise de la demande d'énergie de deux ans supplémentaires jusqu'en 2025.

La croissance de la demande d'énergie sur cette période est de 9 % dans le cas du STEP, mais seulement de 4 % dans le DRS. La croissance de la demande devrait surtout se produire dans les marchés émergents comme l'Inde, tandis que les économies avancées devraient continuer à décliner.

Plus alarmant encore : Les secteurs du pétrole et du gaz seront les plus touchés par cette baisse de la demande, la production de 2040 ayant été réduite de près de 50 % en valeur actuelle.

La production de pétrole et de gaz pourrait être réduite de moitié

Estimated present value of future oil and natural gas production to 2040 by scenario



Source : AIE

#2. Le pétrole devient le prochain secteur du tabac

C'est ce que les taureaux <bulls> du pétrole ne veulent probablement pas entendre : Le secteur pétrolier pourrait très bientôt connaître le même sort que le secteur du tabac en entrant dans une phase de déclin terminal.

L'AIE a réitéré à peu près ce que les ours <bears> du pétrole ont dit : Dans un univers pas si lointain, les énergies renouvelables vont probablement prendre de plus en plus d'importance tandis que les combustibles fossiles passeront au second plan.

Même dans les meilleurs scénarios (STEPS et DRS), la demande de pétrole continuera à augmenter mais atteindra un plateau dans les années 2030.

L'AIE note toutefois que le déclin prévu n'est pas coulé dans le béton.

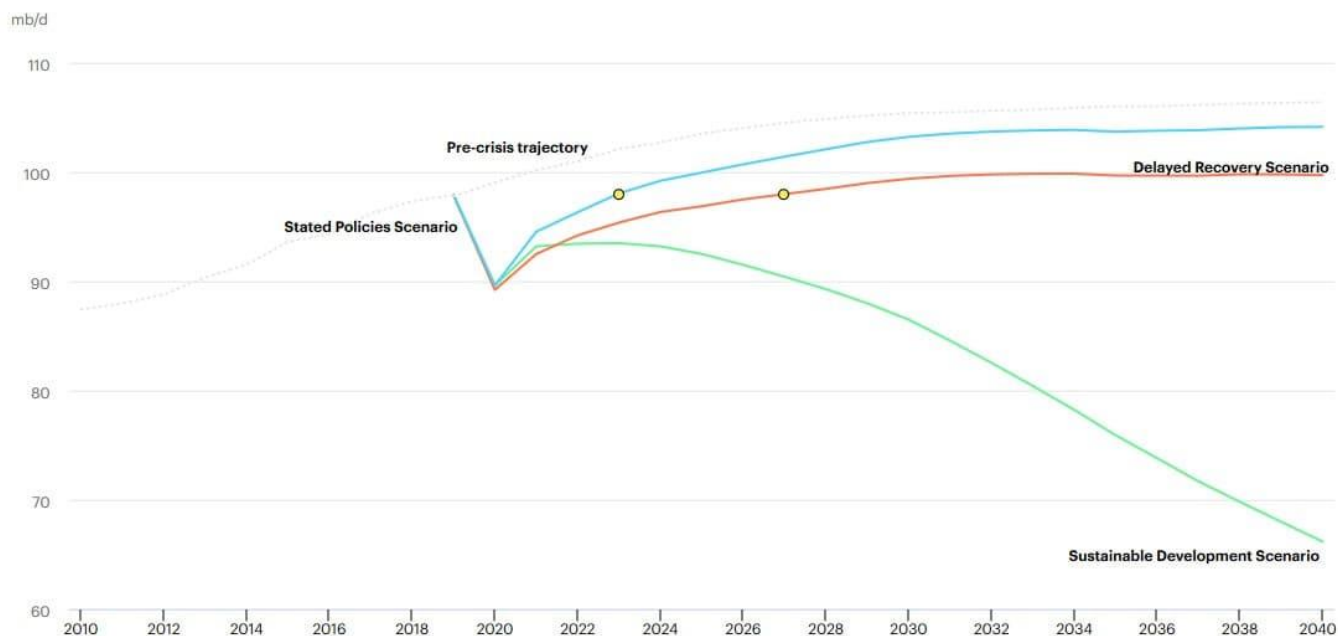
En effet, l'organisation affirme que la hausse des revenus dans les marchés émergents et les économies en développement pourrait créer une forte demande sous-jacente de mobilité qui pourrait éventuellement compenser les réductions de l'utilisation du pétrole dans les régions plus développées du monde.

Mais en même temps, l'AIE note que les carburants pour le transport ne sont plus un moteur de croissance fiable. En effet, la demande de carburant pour les voitures particulières devrait atteindre un pic dans le cadre des programmes STEPS et DRS, en raison de l'amélioration du rendement énergétique ainsi que de la forte croissance des ventes de VE. L'utilisation du pétrole pour le fret et le transport maritime à longue distance varie en fonction des perspectives de l'économie mondiale et du commerce international.

Le secteur pétrochimique pourrait venir à la rescousse, avec une marge de manœuvre importante pour que la demande de plastiques augmente, en particulier dans les économies en développement.

~~Mais rien de tout cela n'aura d'importance si les gouvernements se montrent vraiment agressifs dans leurs objectifs en matière de changement climatique, la demande de pétrole devant, selon les prévisions, diminuer de près de 35 % dans un scénario de développement durable.~~

Global oil demand by scenario, 2010-2040



Source : AIE

#3. Pas de sursis pour le charbon

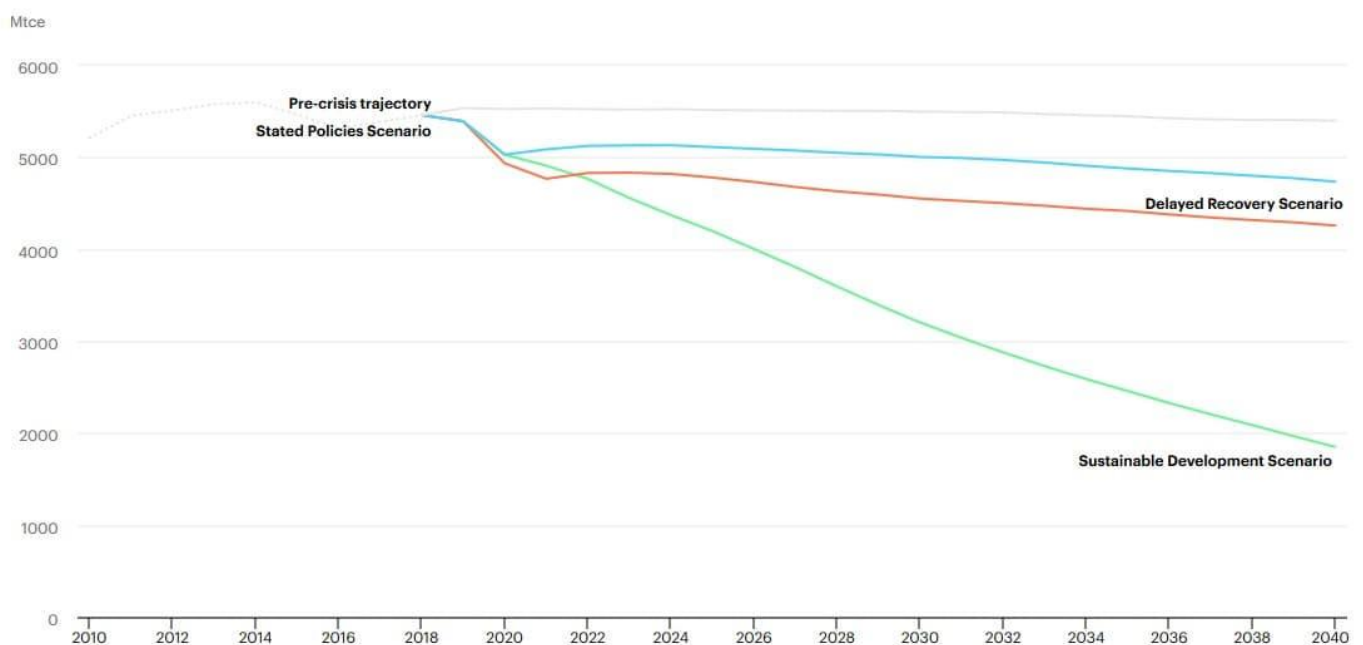
Si la situation du pétrole est mauvaise, alors le secteur du charbon est dans une situation désespérée.

L'AIE affirme que le secteur du charbon est condamné à jamais, la COVID-19 ayant catalysé une chute structurelle de la demande mondiale de charbon.

Même dans le meilleur des cas (STEPS), la demande de charbon ne retrouvera jamais les niveaux d'avant la crise, et le charbon devrait passer en dessous de 20 % de notre bouquet énergétique mondial d'ici 2040, pour la première fois depuis la révolution industrielle.

L'AIE note que les politiques d'élimination progressive du charbon, l'essor des énergies renouvelables et la concurrence du gaz naturel vont probablement entraîner le retrait de 275 gigawatts (GW) de capacité de production au charbon dans le monde d'ici 2025 (13 % du total de 2019), dont 100 GW aux États-Unis seulement et 75 GW dans l'Union européenne. Même les augmentations prévues de la demande de charbon dans les économies en développement, en particulier en Asie, seront probablement nettement plus faibles et loin de compenser les baisses enregistrées ailleurs.

Global coal demand by scenario, 2010-2040



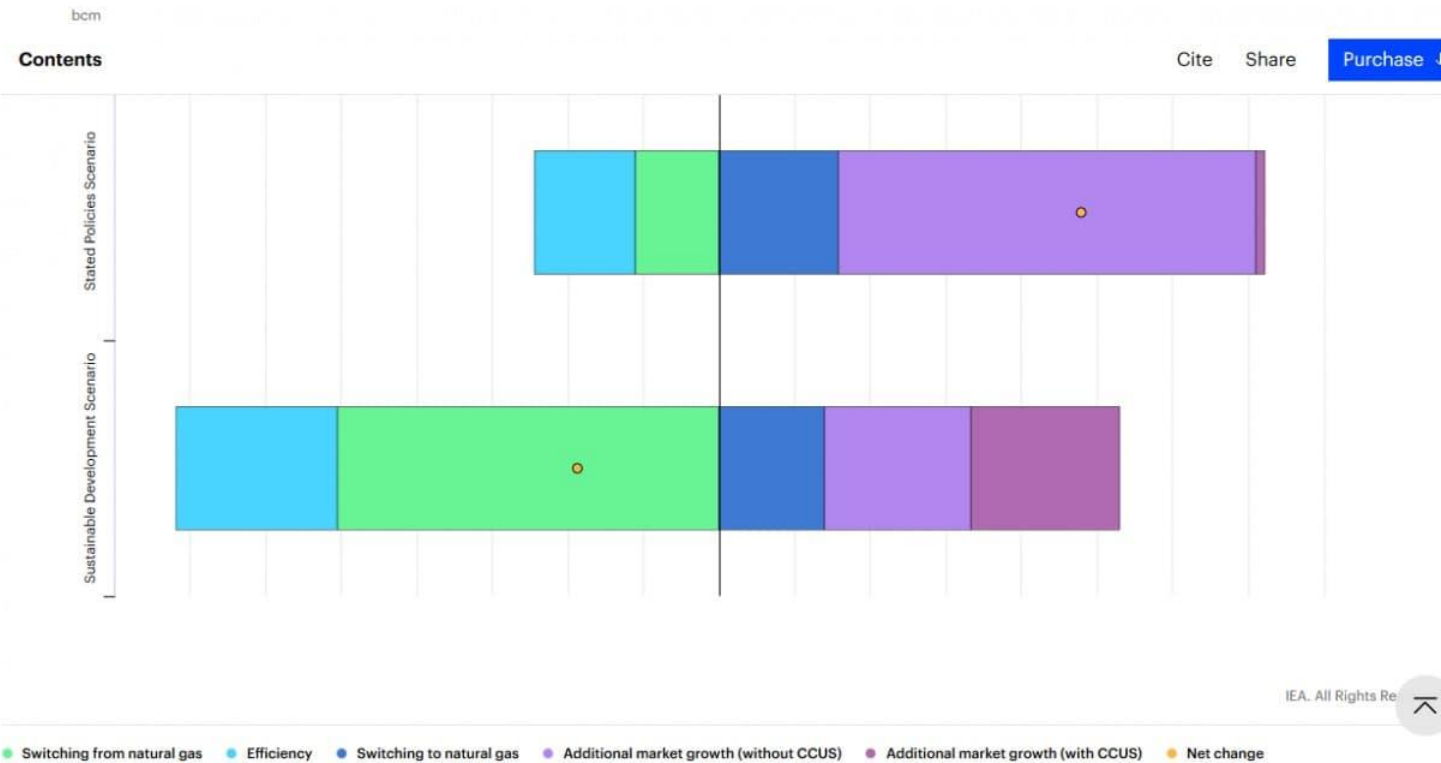
#4. Le gaz naturel se vend mieux que les autres combustibles fossiles

Dans des articles précédents, nous avons vu comment le gaz naturel est devenu presque universellement le pont vers les énergies renouvelables qui remplace rapidement le charbon dans notre production d'électricité, principalement grâce à son profil d'émissions de gaz à effet de serre nettement plus faible. Le gaz naturel émet environ 45 % de CO₂ de moins que le charbon le plus propre (subbitumineux) et 28 % de moins que le mazout pour la même quantité d'énergie produite.

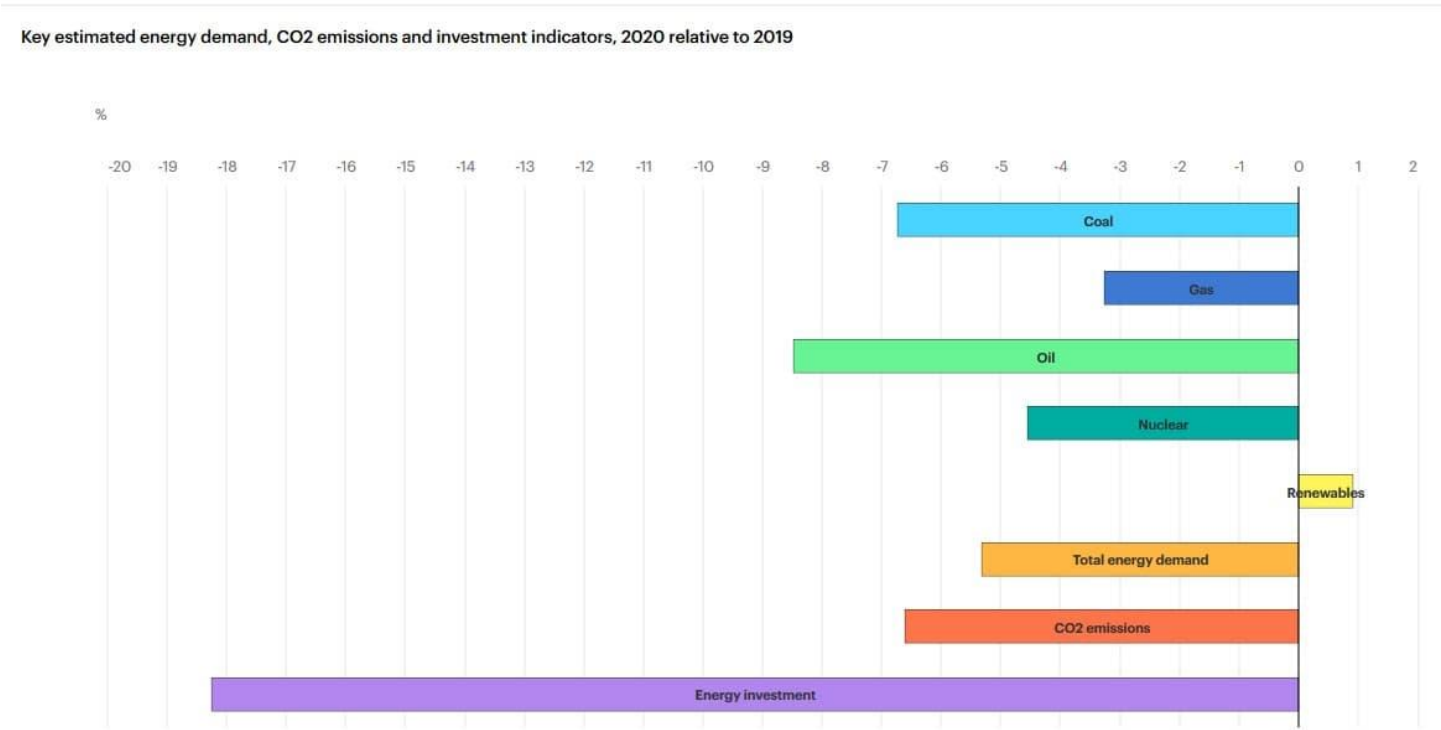
Selon l'AIE, le gaz naturel pourrait connaître ou non un sort similaire à celui des autres combustibles fossiles, en fonction des politiques adoptées par les gouvernements.

Dans le cadre de l'initiative STEPS, le gaz naturel pourrait connaître une hausse de 30 % de la demande d'ici 2040, principalement en raison de l'énorme croissance de la demande en Asie du Sud et de l'Est. Dans le même temps, c'est la première fois que l'AIE prévoit une baisse de la demande de gaz dans les économies avancées sur une période similaire. En effet, une reprise économique incertaine risque de compromettre le développement des installations d'exportation de GNL approuvées ces dernières années.

En d'autres termes, la trajectoire du gaz naturel sera très probablement dictée par les objectifs en matière de changement climatique que les gouvernements fixeront au cours des deux prochaines années.



#5. Le solaire devient le nouveau roi de l'électricité <L'énergie solaire ça ne vaut rien.>



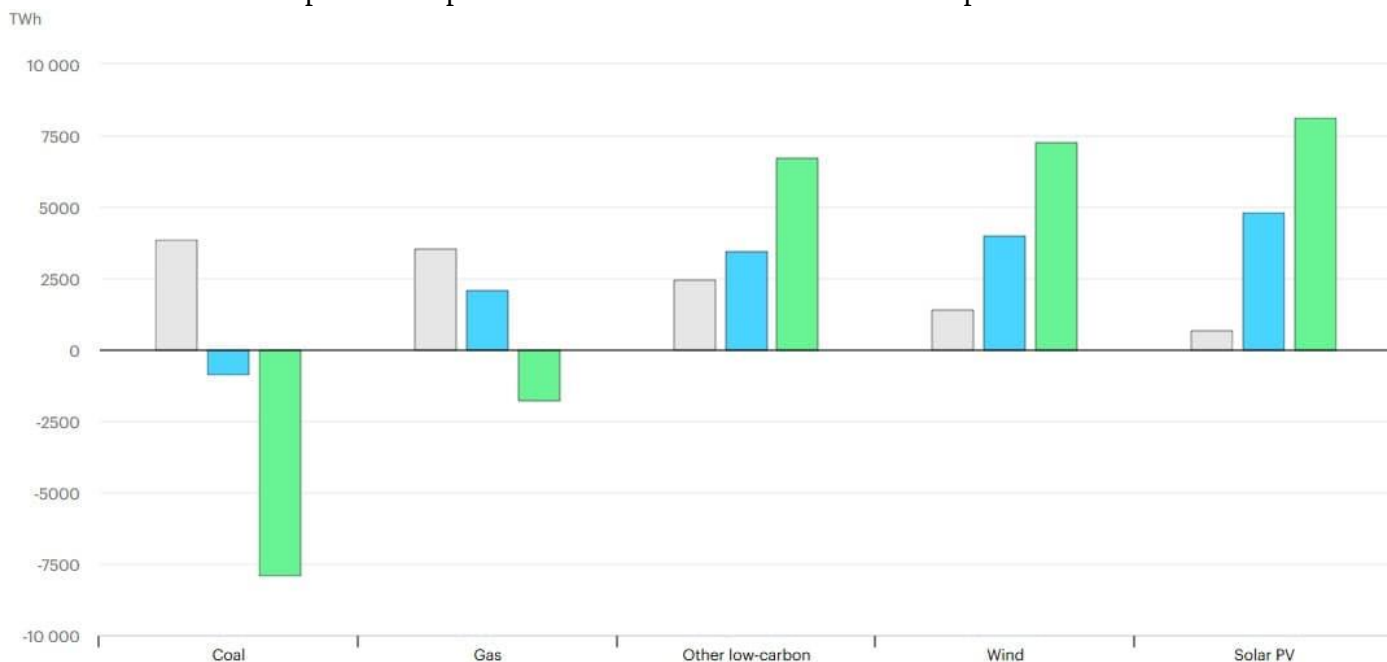
Source : AIE

L'AIE a indiqué que jusqu'à présent, le secteur des énergies renouvelables s'est avéré le plus résilient pendant la crise actuelle.

En effet, l'utilisation mondiale des énergies renouvelables devrait augmenter de 1,0 % par an au cours de l'année, principalement en raison de la mise en service de nouveaux projets éoliens et solaires photovoltaïques réalisés au cours de l'année écoulée. Les énergies renouvelables ont tendance à mieux résister à la baisse de la demande d'électricité que les autres sources, principalement parce qu'elles sont généralement expédiées en premier en raison d'une réglementation favorable et/ou de leurs coûts d'exploitation plus faibles.

Alors que l'énergie éolienne, en particulier l'énergie éolienne en mer, devrait continuer à bénéficier d'une croissance robuste, l'énergie solaire devrait s'imposer.

Dans un scénario STEPS, les énergies renouvelables permettront de répondre à 80 % de la croissance de l'électricité mondiale au cours de la prochaine décennie. Jusqu'à présent, l'hydroélectricité est restée la principale source d'électricité renouvelable". Toutefois, l'AIE a prévu que l'énergie solaire sera le principal moteur de la croissance, car elle établit de nouveaux records de déploiement chaque année après 2022, l'éolien terrestre et l'éolien marin prenant respectivement la deuxième et la troisième place.



Évolution de la production mondiale d'électricité par source et par scénario, 2000-2040 Source : AIE

Cela explique en grande partie pourquoi les actions en bourse du solaires sont devenues ces derniers temps des actifs à forte valeur ajoutée.

Des objectifs nets zéro impossibles sans un captage du carbone coûteux

Par Tsvetana Paraskova - 15 oct. 2020, OilPrice.com

<Jean-Pierre (conclusion d'entrée): oubliez les techniques de captage du carbone, ça n'arrivera jamais. L'EROIE (ou TRE) deviendrait négatif, c'est-à-dire qu'il faudrait plus

d'énergie pour mettre les énergies fossiles sur le marché que n'en contient cette énergie elle-même. Ce serait une *production à perte* perpétuelle. Ce n'est pas une question financière, mais de TRE (taux de retour énergétique).>



"Atteindre le zéro net sera pratiquement impossible sans la CCUS", a déclaré l'Agence internationale de l'énergie (AIE) dans un récent rapport sur le rôle du captage, de l'utilisation et du stockage du carbone dans la transition énergétique.

De nombreux gouvernements, en particulier dans les économies matures, ainsi que toutes les grandes compagnies pétrolières et gazières, semblent également convenir que le piégeage et le stockage du carbone sont un élément essentiel pour atteindre les objectifs de réduction des émissions et les objectifs de zéro net que divers pays et entreprises, y compris les grandes compagnies pétrolières européennes, poursuivent.

Les gouvernements et les compagnies pétrolières parient gros sur la CCUS, mais un déploiement à grande échelle des projets de capture et de stockage du carbone est encore loin.

La technologie et les coûts continuent d'être des obstacles importants sur la voie de faire de la CCUS une industrie vaste et véritablement mondiale, capable de réduire les émissions non seulement des nouvelles énergies, comme la production d'hydrogène bleu, mais aussi des systèmes énergétiques existants et des industries lourdes comme la production de ciment, d'acier ou de produits chimiques.

Les gouvernements et l'industrie doivent investir des centaines de milliards de dollars américains au cours des deux ou trois prochaines décennies si la CCUS a une chance de devenir le pilier de la transition énergétique et "le seul groupe de technologies qui contribue à la fois à réduire directement les émissions dans les secteurs clés et à éliminer le CO2 pour équilibrer les émissions qui sont difficiles à éviter", comme le décrit l'AIE dans son rapport.

Le potentiel existe

Diverses études et projets pilotes ont montré que la CCUS a le potentiel pour devenir l'industrie qui aidera l'industrie lourde et les industries des combustibles fossiles à réduire leurs émissions.

Dans le monde, il existe plus de 60 projets opérationnels de CSC de capacité de capture variable, les États-Unis étant en tête avec 28 % de ces projets opérationnels, suivis de loin par la Chine, le Canada, le Japon et l'Australie, a déclaré Wood Mackenzie dans un rapport sur le potentiel de la mer du Nord à atteindre un niveau net de zéro le mois dernier.

Plus récemment, la Norvège vient de lancer le projet Longship, qui comprend le financement du projet commun Northern Lights des supermajors Equinor, Shell et Total pour capturer le CO2 de sources industrielles dans la région des fjords d'Oslo (ciment et valorisation énergétique des déchets) et l'expédition du CO2 liquide de ces sites de capture industrielle vers un terminal terrestre sur la côte ouest norvégienne. Le financement du gouvernement s'élève à 1,8 milliard de dollars US (16,8 milliards de couronnes norvégiennes) sur les 2,7 milliards de dollars US (25,1 milliards de couronnes) que coûtera le projet.

"Pour que le Longship soit un projet climatique réussi pour l'avenir, d'autres pays doivent également commencer à utiliser cette technologie", a déclaré le Premier ministre norvégien Erna Solberg.

Le soutien du gouvernement est essentiel

Le projet norvégien montre ce que les analystes disent de la CCUS depuis le début : le soutien et le parrainage du gouvernement sont essentiels pour faire décoller cette industrie, et le déploiement à grande échelle est essentiel pour obtenir des réductions significatives des émissions à l'échelle mondiale.

Pour surmonter ces contraintes, les gouvernements et les industries doivent améliorer les technologies, mais ils doivent également réduire les coûts afin de rendre la CCUS réalisable et moins coûteuse.

"Un déploiement à grande échelle est nécessaire pour donner l'impulsion nécessaire à de nouveaux progrès technologiques, à des réductions de coûts et à une application plus généralisée à long terme. Sans une forte accélération de l'innovation et du déploiement de la CCUS au cours des prochaines années, il sera pratiquement impossible d'atteindre les objectifs d'émissions nettes zéro", a déclaré l'AIE dans son rapport.

"Le déploiement rapide dépend essentiellement d'une augmentation massive du soutien gouvernemental, ainsi que de nouvelles approches en matière d'investissements publics et privés", indique l'agence basée à Paris.

Le Big Oil a adopté la CCUS comme l'une des voies vers la réduction des émissions, car de nombreuses grandes compagnies européennes se sont engagées à devenir des entreprises "net-zero" d'ici 2050 ou plus tôt. Shell, BP, Total, Equinor et ENI travaillent et investissent tous dans des projets de capture et de stockage du carbone.

L'investissement est également essentiel

Cependant, l'industrie et les gouvernements doivent investir des centaines de milliards de dollars américains au cours des trois prochaines décennies afin de faire de la CCUS l'industrie de réduction des émissions qui change la donne et que l'AIE envisage aujourd'hui.

Le Royaume-Uni à lui seul aura besoin d'environ 78 milliards de dollars US (60 milliards de livres sterling) d'investissements dans la CCUS au cours des 30 prochaines années, et d'investissements encore plus importants dans l'éolien offshore et l'hydrogène vert, s'il veut construire un système à énergie nette zéro, a déclaré Simon Flowers, président et analyste en chef de WoodMac.

La commercialisation est encore loin en raison des défis techniques et de la nécessité que le prix du carbone soit au moins deux fois plus élevé que celui d'aujourd'hui, selon le cabinet de conseil en énergie.

"Des incitations politiques significatives telles que des taxes sur le carbone et le développement de clusters CCUS sont probablement nécessaires pour aider la CCUS à être compétitive", a déclaré WoodMac dans son rapport sur le potentiel du plateau continental britannique.

Au niveau mondial, le monde aura besoin de la CCUS pour réduire les émissions des infrastructures existantes, car les énergies renouvelables et les véhicules électriques (VE) ne suffisent pas à freiner les effets du changement climatique sur la planète. Sans les politiques et le soutien appropriés, la CCUS à grande échelle pourrait être une tâche presque impossible, selon M. WoodMac.

"Les émissions continueront d'augmenter à moins qu'il n'y ait une incitation à rationaliser les actifs à forte teneur en carbone ou à les moderniser avec la capture et le stockage du carbone - une tâche herculéenne sans une taxe appropriée sur le carbone", a déclaré Prakash Sharma, responsable des marchés et des transitions pour l'Asie-Pacifique chez Wood Mackenzie.

"Si le monde veut atteindre l'objectif de Paris en matière de réchauffement climatique, l'hydrogène vert et la CCUS devront faire partie de la solution, ce qui implique un soutien politique durable. Pour attirer l'investissement nécessaire pour faire passer ces technologies de la phase de démonstration à la commercialisation complète, il faut des prix plus élevés pour le carbone et, en fin de compte, une politique mondiale cohérente en matière de carbone", a déclaré WoodMac dans ses perspectives sur la transition énergétique en 2020.

Les industries et les gouvernements reconnaissent que la CCUS pourrait jouer un rôle central dans la transition énergétique, mais beaucoup plus d'efforts, de soutien politique, de financement gouvernemental, d'investissements des entreprises, d'améliorations technologiques et de réductions de coûts sont nécessaires pour faire de la CCUS le changement de jeu dans la lutte contre le changement climatique.

Le pétrole a-t-il amorcé un lent déclin ?

Par [Nabil Wakim](#) 15 octobre 2020 [LeMonde.fr/](#)

Le Monde



La crise sanitaire a porté un coup d'arrêt à la hausse de la demande mondiale. Les compagnies européennes commencent à investir fortement dans les énergies renouvelables, même si cela ne constitue qu'une part minime de leur portefeuille.

Et si le Covid-19 portait un coup fatal à l'addiction mondiale pour l'or noir ? Avant la crise sanitaire, la demande mondiale de pétrole semblait ne pas connaître de limite. La planète avait franchi, en 2019, la barre des 100 millions de barils consommés par jour. Depuis, la demande continuait de croître, tirée par les besoins colossaux de la Chine, de la pétrochimie et du trafic aérien. Mais la crise sanitaire et les mesures de confinement ont mis un coup d'arrêt à cette tendance de façon spectaculaire.

Ainsi, au mois d'avril 2020, la demande a chuté de 30 %, une première dans l'histoire. La crise de l'or noir a précipité les cours du baril à des niveaux très bas : le baril de Brent, qui fait référence au niveau mondial, est descendu à moins de 20 dollars. Le pétrole américain a même connu des épisodes de prix négatifs. Cet été, plusieurs analystes se montraient confiants sur une reprise graduelle de la demande, estimant que les cours du pétrole allaient progressivement reprendre leur trajectoire d'avant la crise.

Mais le pétrole semble être rentré dans une spirale infernale, tant son modèle tangué de toutes parts. D'abord, la baisse des cours a amené les compagnies à couper fortement dans leurs investissements. Or, sans nouveaux projets, les champs actuels vont décliner tendanciellement. Certaines régions en souffrent déjà, et au premier rang desquels les Etats-Unis.

Question existentielle

Le modèle du pétrole de schiste américain a permis aux *Etats-Unis de franchir les 13 millions de barils par jour produit début 2020*, et de devenir le premier producteur mondial devant la Russie et l'Arabie saoudite. Mais pour soutenir cette croissance, il faut investir en permanence des sommes colossales pour continuer à forer. Depuis la crise sanitaire, une vingtaine de compagnies spécialisées dans le schiste américain ont déjà fait faillite. Le hic, c'est que selon les projections de l'Agence internationale de l'énergie, c'est justement la croissance de cette production de pétrole de schiste américain qui pourrait permettre de répondre à la demande dans les dix prochaines années.

Selon les analyses du groupe britannique BP, l'or noir aurait déjà atteint un pic de la demande et ne remontera jamais à ses niveaux de 2019. D'autres compagnies, comme Total, estiment que ce pic ne sera atteint que dans dix ans. Avant la crise, de nombreux analystes estimaient cette perspective comme relativement lointaine ; autour de 2040.

Mais la pandémie semble avoir précipité les choses. La montée en puissance du télétravail et la limitation durable des voyages en avion sont susceptibles de transformer les habitudes et, partant, de faire diminuer la demande en carburant. De même, les plans massifs de soutien à l'électrification du secteur automobile sont enclins à accélérer le basculement vers le véhicule électrique et l'efficacité énergétique.

Cette question est existentielle pour les pays producteurs et les compagnies pétrolières. Si la demande ne croît plus, cela a-t-il encore un sens d'investir pour forer de nouveaux puits qui produiront pendant plus de vingt ans ? Surtout dans un marché où les prix vont rester volatils pendant une longue période.

Réduction des investissements

« Nous sommes près d'un point de bascule. Il y a plusieurs facteurs qui poussent dans cette direction, y compris du côté de l'offre », analyse Patrice Geoffron, du Centre de géopolitique de l'énergie et des matières premières de l'université Paris-Dauphine. Face à la baisse des prix, les grands producteurs ont déjà réduit sensiblement leurs investissements dans l'exploration et la production d'hydrocarbures.

D'autant que les données du cabinet spécialisé Rystad Energy, analysées par le think tank français The Shift Project, ont montré qu'un certain nombre de grands pays producteurs, comme la Russie, l'Algérie ou l'Angola, connaissent un déclin inéluctable de leur production. Or la baisse radicale des cours du baril rend improbable

une reprise d'investissements importants dans les prochains mois pour développer des projets à des prix compétitifs.

En parallèle, les grandes compagnies européennes, comme BP, l'anglo-néerlandais Shell, le français Total ou l'italien ENI commencent à investir fortement dans les énergies renouvelables – **même si ce virage constitue pour l'heure une partie minime de leur portefeuille**. Les compagnies américaines, elles, continuent de croire dur comme en fer en l'or noir.

Faut-il en déduire que le pétrole va disparaître dans les vingt prochaines années ? « *Il y aura encore du pétrole en 2050* », répond le patron de Total, Patrick Pouyanné, qui a présenté, jeudi 1er octobre, les scénarios énergétiques du groupe. Selon les trajectoires dessinées par Total, la planète consommerait encore entre 40 et 85 millions de barils par jours en 2050. Pas tout à fait la fin du règne du baril. Mais le début d'un long déclin.

Le grand massacre pétrolier et gazier américain : Les faillites franchissent une nouvelle étape alors que les grandes entreprises se retirent

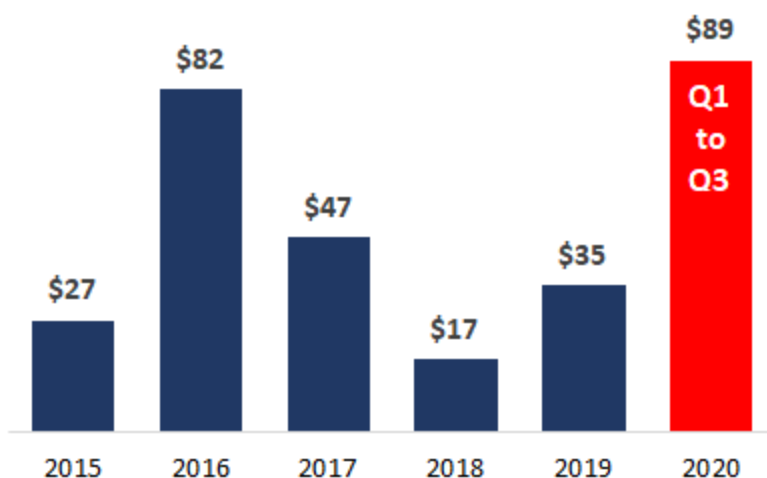
par Wolf Richter - Oct 14, 2020

Le boom pétrolier américain a été le lieu où l'argent est mort.

Par Wolf Richter pour WOLF STREET.

Le montant des dettes garanties et non garanties, telles que les prêts et les obligations, répertoriées dans les dépôts de bilan au troisième trimestre par les compagnies pétrolières et gazières américaines, soit 34 milliards de dollars, a fait passer la dette totale des faillites dans le secteur du pétrole et du gaz pour 2020 à 89 milliards de dollars, selon les données compilées par le cabinet d'avocats Haynes and Boone. Et ce total de neuf mois a déjà dépassé le total de l'année entière de la faillite pétrolière de 2016.

The Great American Oil Bust
Bankruptcy Debt by Year, Billion \$
U.S. E&P, Oil Field Services, Mid-Stream companies



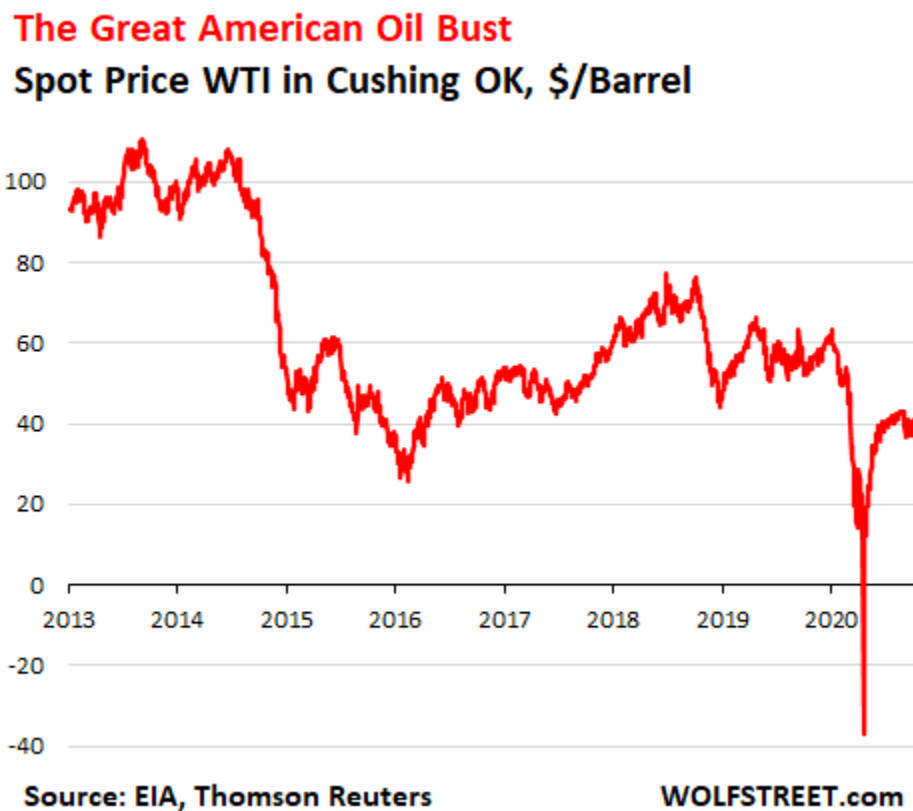
Source: Haynes and Boone

WOLFSTREET.com

Il s'agit principalement de sociétés d'exploration et de production (E&P) et de sociétés de services pétroliers (OFS), mais aussi de quelques sociétés "intermédiaires" (elles collectent, transportent, traitent et stockent le pétrole et le gaz naturel).

À la mi-2014, le prix du pétrole brut de référence WTI, qui dépassait les 100 dollars le baril, a commencé à chuter. Les entreprises impliquées dans la fracturation ne pouvaient même pas générer des flux de trésorerie positifs à 100 dollars le baril. Et lorsque les prix ont plongé, tout s'est mis à bouger. Les créanciers et les investisseurs, après avoir bu le Kool-Aid pendant des années, ont soudainement pris peur, et l'argent frais s'est tari pour servir l'argent ancien. Une série de faillites s'ensuivit parmi les plus petits acteurs, atteignant un pic en 2016. Et les gens ont pensé que c'était fini, que le choc pétrolier était terminé et que de l'argent frais commençait à revenir dans le secteur.

Mais la phase 2 de la grande crise pétrolière et gazière américaine a eu lieu fin 2018, le prix du WTI sur le marché à terme s'est finalement effondré brièvement pour atteindre moins 37 dollars le baril en avril 2020. Ces dernières semaines, le WTI a oscillé autour de 40 dollars le baril, prix auquel l'industrie pétrolière américaine brûle encore des millions de barils de liquidités par jour, pour ainsi dire :



Le nombre total de faillites dans le secteur du pétrole et du gaz jusqu'à présent cette année, avec 88 dépôts de bilan, reste bien inférieur aux 141 dépôts de bilan de 2016. À l'époque, des dizaines de petites entreprises ont été ébranlées. Aujourd'hui, les plus grandes, dont les dettes s'élèvent à plusieurs milliards de dollars, lâchent prise, car la crise leur permet de gravir les échelons.

Au troisième trimestre, ce sont les compagnies pétrolières et gazières les plus endettées qui ont déposé leur bilan :

- California Resources : 6,3 milliards de dollars

- Nobel Corporation : 3,9 milliards de dollars.
- Hi-Crush Inc. 3,8 milliards de dollars
- Chaparral Energy : 3,5 milliards de dollars
- Denbury Resources : 2,5 milliards de dollars
- Oasis Petroleum : 2,3 milliards de dollars

Les 12 plus grandes entreprises ayant déposé une demande de mise en faillite dans le secteur du pétrole et du gaz jusqu'à présent cette année, avec 2 milliards de dollars ou plus chacune, ont représenté 67,1 milliards de dollars, soit 75 % des dettes répertoriées. Beaucoup de ces entreprises sont profondément impliquées dans le fracturage, comme le pionnier du fracturage Chesapeake. D'autres sont impliquées dans le forage en mer, comme McDermott et Diamond. Denbury est spécialisée dans la récupération assistée du pétrole des anciens champs pétrolifères :

Largest Oil & Gas Bankruptcy Filings, Q1-Q3 2020				
	Filing date		Sector	Debts in Billion \$
1	Apr-26	Diamond Offshore	OFS	11.8
2	Jan-21	McDermott	OFS	9.9
3	Jun-28	Chesapeake	E&P	9.2
4	15-Jul	California Resources	E&P	6.3
5	May-14	Ultra Petroleum	E&P	5.6
6	May-22	Unit Corporation	E&P	4.8
7	31-Jul	Nobel Corporation	OFS	3.9
8	12-Jul	Hi-Crush	OFS	3.8
9	Apr-01	Whiting Petroleum	E&P	3.6
10	16-Aug	Chaparral Energy	E&P	3.5
11	30-Jul	Denbury Resources	E&P	2.5
12	30-Sep	Oasis Petroleum	E&P	2.3
Total Debts				67.1

Source: Haynes and Boone

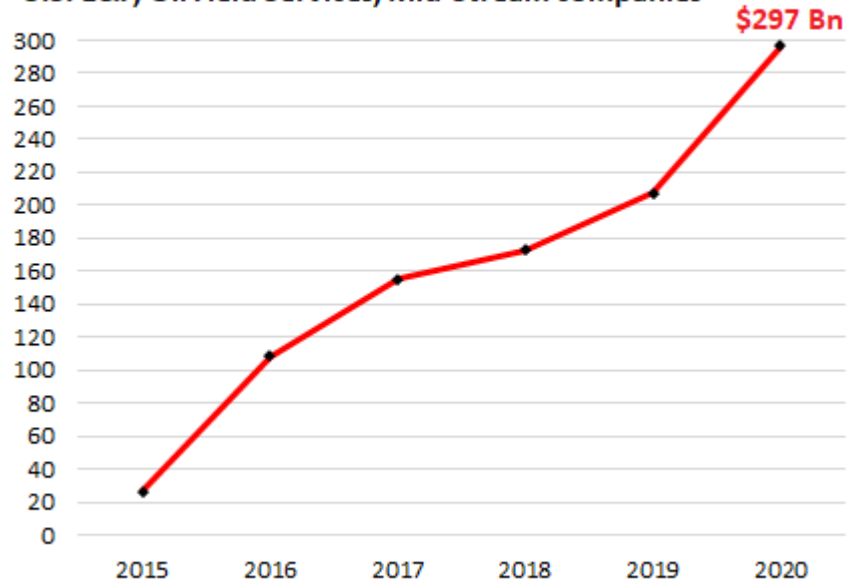
WOLFSTREET.com

Un milliard par-ci, un milliard par-là, et bientôt Le montant cumulé des dettes garanties et non garanties que les 490 compagnies pétrolières et gazières américaines ont divulgué dans leurs déclarations de faillite de janvier 2015 à septembre 2020 a maintenant fait un bond à près de 300 milliards de dollars :

The Great American Oil Bust

Cumulative Bankruptcy Debt, Billion \$

U.S. E&P, Oil Field Services, Mid-Stream companies



Source: Haynes and Boone

WOLFSTREET.com

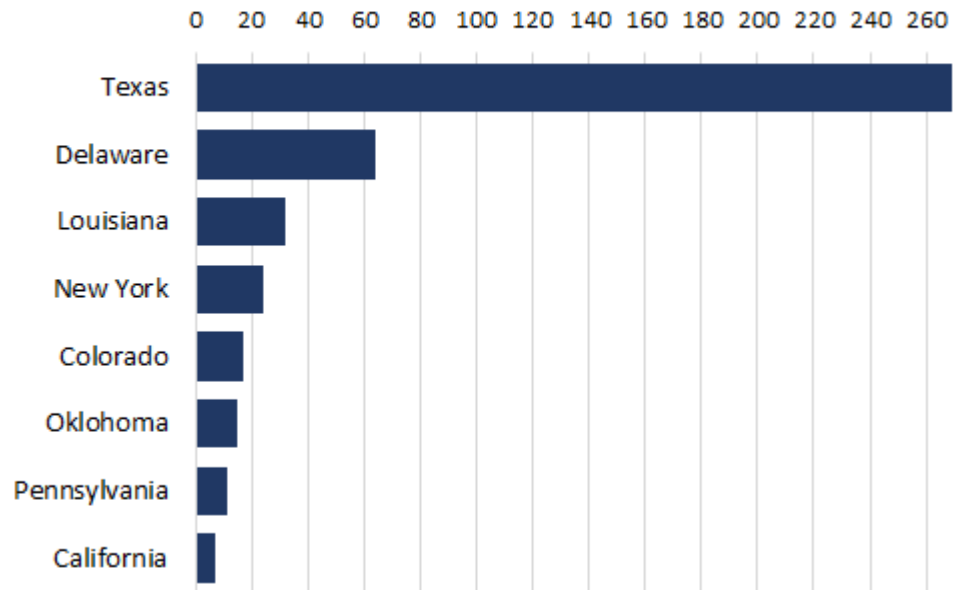
Le Texas en est là.

Le plus grand État producteur de pétrole des États-Unis est également de loin le plus grand État en faillite dans le domaine du pétrole et du gaz, avec 269 faillites de sociétés pétrolières et gazières depuis 2015, soit 55 % du total des 490 faillites américaines. Cela inclut Chesapeake, dont le siège social se trouve en Oklahoma mais qui a déposé son bilan auprès d'un tribunal des faillites américain au Texas.

Le Delaware est le deuxième plus grand État pour les dépôts de bilan dans le secteur du pétrole et du gaz car il dispose d'un cadre juridique favorable pour les sociétés qui s'y constituent en société bien que leur siège réel se trouve dans d'autres États.

The Great American Fracking Bust, Top States

Number of bankruptcy filings since 2015



Source: Haynes and Boone

WOLFSTREET.com

Ce n'est pas encore terminé.

Les sociétés pétrolières et gazières en difficulté sont confrontées à un accès plus restreint aux capitaux bancaires. En outre, un certain nombre de sociétés ayant des obligations en circulation doivent faire face à des échéances prochaines et doivent trouver de nouveaux fonds pour rembourser l'ancien. Mais les marchés des capitaux, étant donné le massacre qui se déroule actuellement dans l'industrie, se méfient de ces opportunités d'achat de pétrole et de gaz en ce moment.

La pression financière sur ces entreprises est énorme. Pendant des années, elles ont été des machines à brûler des liquidités qui ont besoin d'un flux constant de nouveaux fonds d'investisseurs pour continuer à fonctionner. Elles ne peuvent pas continuer à fonctionner sans davantage de liquidités d'investisseurs à brûler. Une fois que l'argent neuf cesse d'alimenter les opérations et le service de la dette de l'ancien argent, ces machines à brûler les fonds s'arrêtent. Elles ont brûlé l'argent dans leurs opérations et se retrouvent maintenant avec trop de dettes. Même un prix du pétrole plus élevé ne va pas les sauver. Ils devraient se restructurer, faire appel à leurs créanciers, éliminer leurs actionnaires et continuer.

L'ironie est que cela se produit alors même que la Fed a jeté 3 000 milliards de dollars sur les marchés pour créer un environnement de crédit laxiste, rempli d'investisseurs qui cherchent à obtenir des rendements et qui prennent de gros risques pour obtenir un rendement appréciable. Mais même pour eux, les effusions de sang parmi les actionnaires et les détenteurs d'obligations du secteur pétrolier et gazier ont été un peu désagréables, et ils ne veulent pas être les prochains, comme tant d'autres avant eux.

CHRONIQUE DE L'EFFONDREMENT VI

16 Octobre 2020 , Rédigé par Patrick REYMOND

Petite, [très petite étincelle d'intelligence](#), vite paralysé par la doxa en cours, au journal le monde. Ben oui, la production de pétrole devrait baisser d'ici 2050, mais seulement à 85 millions de barils/jour. Mais le pisseur de

copie ferait mieux de parler de ce qu'il connaît. Genre la culture des tulipes, si ça l'intéresse. De fait, le taux de renouvellement des gisements (autour de 10 %), les taux de déplétion, lui échappe complètement, ainsi que les montants des investissements réalisés. Comme je l'ai dit souvent, tout investissement devra être désinvesti un jour, soit parce qu'il ne vaut plus rien, soit qu'on l'arrête faute de rentabilité, de renouvellement.

Vision la plus parlante ? Le nombre de bâtiments abandonnés, notamment industriels ou agricoles, pour lesquels on avait créé des sci, avant de s'apercevoir que la dite sci, sans occupant pour payer le loyer, ça vaut que dalle.

On caquète aussi allégrement que les USA sont le "premier producteur de brut", en feignant d'oublier que ni la Russie, l'Arabie Séoudite ne comptent les condensats de pétrole (ce qui, pour un producteur de gaz comme la Russie est très conséquent).

Bien entendu, aussi, aucune remarque sur l'évolution des sociétés. Elles ne transitionnent pas. Elles s'effondrent avant de se reconstruire, parce que les états sont garants de l'ordre social et des infrastructures existantes, une fois bâties. Pas de ce qui pourrait être. Eventuellement.

Les exportations de brut US s'effondrent, conséquence logique de l'effondrement du nombre d'appareils de forage.

[Nouvel article de Gail Tverberg](#). Les prix du pétrole sont désormais trop haut pour les consommateurs et trop bas pour les producteurs, et la crise covid a accentué le problème, sans compter, tout les problèmes antérieurs, à savoir :

- les pays pétroliers ont beaucoup plus de besoins, d'abord parce que la population a augmenté, ensuite, elle a d'autres habitudes que celle de 1972. L'Arabie séoudite avait 6 millions d'habitants en 1970, contre 33 aujourd'hui, la moitié émigrés.

- les compagnies pétrolières ont eu l'habitude, très anti-capitaliste, de verser de très gros dividendes, souvent aux profits de fonds de pensions, jocrisses exigeants, car tous quasiment en faillite. Cet argent, souvent obtenu par endettement, n'est pas disponible pour renouveler les investissements.

- Le covid, n'est que le "scrupule" ou petit caillou, qui était le désagrément du légionnaire romain. Là, le petit caillou a totalement fait dérailler l'économie mondiale, largement économie de "branlecouilli".

- le dépérissement de certaines activités économiques, aéronautiques, croisières, tourisme, dans un premier temps, est inéluctable. Après, d'autres secteurs suivront,

- le couple infernal est bien la baisse des prix du pétrole conjugué à la baisse des revenus. L'économie libérale accroît les problèmes de débouchés, et l'inégalisation de la société va se révéler explosive. Partout. Surtout si on n'explique, en aucun lieu, en aucun moment, les causes réelles du problème.

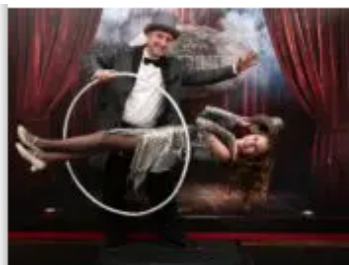
SECTION ÉCONOMIE



Le monde est pris au piège de l'endettement catastrophique lié aux dettes souveraines.

Publié le 16 octobre 2020 à 08:00:29 / 8 commentaires / 203 vues

Le monde est pris au piège de l'endettement catastrophique lié aux dettes souveraines. Il y a vingt-cinq ans, il aurait été possible de prendre des mesures drastiques... Lire la suite



Les gens pensent que l'illusion construite sur de la dette est réelle mais c'est un mirage !

Publié le 16 octobre 2020 à 06:00:38 / 0 commentaire / 231 vues

Durant les 100 dernières années, la dette qui était quasi nulle est passée à 250 000 milliards de dollars. Cela a permis de créer une prospérité factice, notre niveau... Lire la suite



Délinquance et insécurité: les violences ont augmenté en 2019

Publié le 16 octobre 2020 à 13:00:43 / 1 commentaire / 119 vues

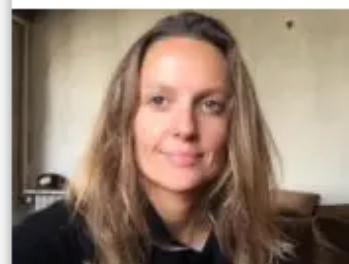
Les chiffres de l'insécurité et de la délinquance pour l'année 2019 ont été publiés mercredi 30 septembre. La journaliste Sophie Neumayer fait le point sur... Lire la suite



Warning: Le Crash des marchés du crédit entraînera une montée rapide des taux au delà des 10%

Publié le 16 octobre 2020 à 10:00:56 / 1 commentaire / 358 vues

Lorsque les investisseurs vont commencer à se débarrasser du segment à long terme du marché obligataire, les taux d'intérêt à long terme augmenteront rapidement... Lire la suite



Aurore Roegiers: "Il y a un réencodage mondial, et ça va péter mondialement !"

Publié le 16 octobre 2020 à 00:36:47 / **62 commentaires** / 4 689 vues

Aurore Roegiers: "Il y a un réencodage mondial, et ça va péter mondialement !" Celente: Préparez-vous au Chaos cet automne ! L'économie va s'effondrer et... Lire la suite



Bernard Monot: "Couvre-Feu, le CORONALIBI pour Cacher le Futur Choc Monétaire, la BANQUEROUTE ! Et nous Verrouiller !!"

Publié le 15 octobre 2020 à 20:11:00 / 0 commentaire / 1 430 vues

Bernard Monot: "Couvre-Feu, le CORONALIBI pour Cacher le Futur Choc Monétaire, la BANQUEROUTE ! Et nous Verrouiller !!"

#Covid19... Lire la suite

Nouriel Roubini en dit plus...

Project Syndicate 6 octobre 2020



Cette semaine, PS s'entretient avec Nouriel Roubini, professeur d'économie à la Stern School of Business de l'Université de New York, président de Roubini Macro Associates et animateur de l'émission NourielToday.com.

Project Syndicate : En août, vous avez écrit que bien que les prévisions de la chute du dollar américain soient "grandement exagérées", si les États-Unis "continuent à monétiser leurs importants déficits budgétaires" (...), une poussée d'inflation pourrait finir par dévaloriser le dollar et affaiblir son attrait en tant que monnaie de réserve. Depuis lors, le président de la Réserve fédérale américaine, Jerome Powell, a annoncé que la banque centrale allait assouplir son approche en matière de ciblage de l'inflation et laisser les taux d'intérêt proches de zéro jusqu'en 2023 au moins. Dans quelle mesure cela augmente-t-il les risques pour le dollar ? Qu'en est-il en combinaison avec un second mandat du président américain Donald Trump - une évolution qui pourrait accélérer la "perte de l'hégémonie géopolitique américaine" ?

Nouriel Roubini : Je séparerai les forces à court terme qui sont susceptibles d'affaiblir la valeur du dollar américain au cours des prochaines années des facteurs à plus long terme qui pourraient entraîner la disparition du dollar en tant que principale monnaie de réserve mondiale. La première catégorie comprend la politique monétaire américaine laxiste, notamment l'adoption par la Fed d'un objectif d'inflation moyenne. Elle comprend également les déficits budgétaires monétisés importants, les doubles déficits des comptes courants et budgétaires (avec de faibles taux d'épargne), les épisodes à risque, les taux d'infection COVID-19 toujours élevés et l'affaiblissement de la croissance.

Mais pour que le dollar perde sa position de grande monnaie de réserve, il faudra qu'il y ait une alternative prête à le supplanter ; on ne peut pas remplacer quelque chose par rien. Et il n'y a pas encore d'alternative claire disponible. Le renminbi ne sera pas éligible tant que la Chine n'aura pas mis en œuvre des réformes plus radicales - et, dans de nombreux cas, coûteuses - pour l'internationaliser. Pourtant, à plus long terme, si les États-Unis continuent à armer le dollar, en l'utilisant pour imposer des sanctions primaires et secondaires contre leurs rivaux et alliés, certaines banques centrales pourraient être davantage incitées à s'éloigner des actifs et des réserves en dollars. Cela est plus probable si Trump est réélu, et si l'hégémonie géopolitique et la puissance douce des États-Unis s'érodent encore davantage, de sorte que, pour l'instant, le dollar est en sécurité. Mais au cours des deux prochaines décennies, les choses pourraient changer.

PS : Parmi les "cygnes blancs" dont vous avez averti qu'ils pourraient déclencher une "perturbation globale massive" cette année, il y a la "guerre froide sino-américaine concernant le commerce, la technologie, les données, les investissements et les questions monétaires" - un conflit que la crise COVID-19 a "sévèrement exacerbé". De ce point de vue, quelle est la conséquence de la récente décision de l'administration Trump

d'interdire les applications mobiles chinoises WeChat et TikTok des magasins d'applications américains, et d'interdire aux entreprises américaines de traiter des transactions ou d'héberger du trafic pour WeChat ?

NR : Les récentes actions de l'administration Trump contre WeChat et TikTok sont cohérentes avec l'escalade actuelle de la guerre froide sino-américaine. Il en va de même de la poursuite de la répression contre Huawei et d'autres entreprises technologiques chinoises, des menaces de radiation des bourses américaines des entreprises chinoises qui ne respectent pas les normes d'audit américaines, de la mise sur liste noire du grand fabricant chinois de puces SMIC, de l'expansion du programme Clean Network et d'un nouveau décret intitulé "Sécuriser la chaîne d'approvisionnement en technologies et services de l'information et de la communication".

"En fait, les États-Unis prennent de nouvelles mesures pour aggraver cette guerre froide presque chaque semaine - et la Chine commence à repousser ces mesures par ses propres moyens. Les deux puissances sont maintenant sur une trajectoire de collision dans toutes les dimensions - y compris militaire et géopolitique - de leurs relations. Cela continuera, dans une certaine mesure, même si Joe Biden remporte l'élection présidentielle du mois prochain, car un certain découplage de la Chine est devenu une question de consensus bipartite. La question est de savoir si nous aurons une concurrence stratégique illimitée, à la limite de l'endiguement, ou une rivalité "gérée". Quoi qu'il en soit, le risque qu'une guerre froide se transforme en guerre chaude augmente également. Taïwan et la mer de Chine méridionale sont toutes deux des foyers probables de confrontation militaire - peut-être déclenchée accidentellement.

PS : Dans le même article, vous soulignez que "les marchés ne sont pas très bons pour évaluer les risques politiques et géopolitiques - sans parler des risques environnementaux - car leur probabilité est difficile à évaluer". Mais, comme vous le dites clairement, cet échec peut avoir des conséquences vraiment désastreuses. Par exemple, les "points de basculement" climatiques, comme l'effondrement de grandes calottes glaciaires en Antarctique ou au Groenland, pourraient entraîner une "hausse soudaine et catastrophique du niveau des mers". Que pourrait-on faire pour que les marchés évaluent mieux ces risques ?

NR : Certains de ces risques de queue ne peuvent pas être facilement évalués, car ils sont soumis à une incertitude dite "knightienne", qui ne peut pas être mesurée en termes probabilistes. L'économie peut plus facilement mesurer le risque tarifiable à partir de distributions statistiques standard d'événements où des événements extrêmes de queue sont très peu probables. En pratique, les marchés financiers ont tendance à estimer que la probabilité d'événements extrêmes est inférieure à leur fréquence réelle. Par exemple, les marchés n'ont pas fixé à l'avance le prix de la "surprise d'octobre" du test Trump positif pour COVID-19, même si son comportement imprudent le rendait plus probable.

Avec le temps, à mesure que les crises financières, les catastrophes naturelles, les pandémies et les hostilités géopolitiques s'intensifient et prolifèrent, les marchés pourraient commencer à les évaluer plus et mieux. Déjà, certaines banques centrales - comme la Banque centrale européenne et la Banque d'Angleterre - demandent aux institutions financières de procéder à des tests de résistance axés sur ces risques extrêmes, notamment les catastrophes environnementales. Étant donné que de tels événements affecteraient la rentabilité des banques, des institutions financières non bancaires, des gestionnaires d'actifs et des compagnies d'assurance, il est impératif d'évaluer leurs effets à court et à long terme.

PS : En novembre dernier, vous avez identifié les plus grands risques auxquels est confrontée l'économie mondiale, en notant que "les risques fondamentaux pour la croissance demeurent, et s'aggravent même". Un point positif, avez-vous écrit, était qu'un "Brexit dur" semblait "hors de question". Onze mois plus tard, un "Brexit dur" semble être le seul plat proposé. En quoi cela change-t-il le calcul de la politique économique de

l'Union européenne, dont vous avez qualifié le plan d'intervention COVID-19 d'"économiquement inadéquat" ? Qu'en est-il du Royaume-Uni, dont vous avez indiqué qu'il souffrirait bien plus que l'UE ? Peut-on faire quelque chose pour atténuer le choc ?

NR : L'automne dernier, un "Brexit dur" semblait moins probable, car le Royaume-Uni et l'UE avaient conclu un accord de retrait de dernière minute et établi des protocoles pour maintenir ouverte la frontière avec l'Irlande du Nord. Mais ils ne se sont donné qu'un an pour parvenir à un accord final sur la nature des relations commerciales post-Brexit. Aujourd'hui, le temps est presque écoulé - un accord doit être conclu d'ici la mi-octobre, si le Royaume-Uni et l'UE-27 veulent avoir le temps de l'approuver - et les deux parties continuent de se serrer la ceinture. Le spectre d'un Brexit dur se profile à nouveau à l'horizon.

Les questions en suspens concernent les aides d'État, la protection des données, la pêche et le degré de souveraineté du Royaume-Uni sur les questions réglementaires. Un mince accord de libre-échange sur les marchandises est encore possible, mais même cela équivaldrait à un Brexit relativement dur. En effet, il n'y a pas beaucoup de différence entre un mince ALE et un retour à un régime de l'Organisation mondiale du commerce (le "no-deal default"). C'est pourquoi certains faucons Brexit préfèrent l'absence d'accord, surtout si l'UE ne cède pas sur les règles relatives aux aides d'État. Au moins, avec un Brexit dur, disent les faucons, la souveraineté du Royaume-Uni serait complète.

Mais un Brexit dur entraînerait des coûts supplémentaires, que le Royaume-Uni devrait supporter en plus des coûts de la crise COVID-19 (et de la réponse bâclée du Premier ministre Boris Johnson). Et une rupture de l'accord de paix en Irlande du Nord à la frontière avec la République d'Irlande pourrait signifier la fin du Royaume-Uni. En attendant, la popularité du nouveau chef du parti travailliste, Keir Starmer, ne cesse de croître : même si un accord de libre-échange de faible ampleur est conclu, la croissance économique potentielle du Royaume-Uni sera plus faible que s'il n'y avait pas de Brexit. En attendant, la popularité du nouveau chef du parti travailliste, Keir Starmer, ne cesse de croître.

Même si un mince accord de libre-échange est conclu, la croissance économique potentielle du Royaume-Uni sera plus faible que s'il n'y avait pas de Brexit. Dans l'éventualité d'un Brexit dur, la BCE et la Banque d'Angleterre pourraient devoir s'engager dans un assouplissement monétaire supplémentaire pour contenir les coûts à court terme (qui seraient plus élevés pour le Royaume-Uni que pour l'UE). Au Royaume-Uni, la politique budgétaire sera encore plus souple, malgré les risques, à moyen terme.

AU FAIT...

PS : Vous avez récemment retweeté un éditorial du New York Times de Thomas B. Edsall, qui souligne les dangers de la rhétorique "apocalyptique" de la campagne électorale américaine. Parler de violence post-électorale peut devenir une prophétie qui se réalise d'elle-même - ce que vous considérez comme probable dans votre dernière émission Nouriel Today. Quel effet une telle rhétorique préélectorale est-elle susceptible d'avoir sur l'économie et les marchés ? Les investisseurs sont-ils devenus tellement habitués à l'incertitude sous l'administration Trump qu'ils prennent les risques d'une élection contestée au pied levé, ou cela les pousserait-il à bout ?

NR : La polarisation et l'acrimonie accrues entre les démocrates, d'une part, et les républicains et le gouvernement Trump, d'autre part, ont déjà des répercussions sur l'économie et les marchés. L'absence d'accord sur un nouveau paquet de soutien fiscal a affaibli l'économie et les marchés des actions.

Les marchés des actions commencent également à prendre conscience du risque d'une élection contestée. En 2000, l'élection contestée entre Al Gore et George W. Bush a entraîné une correction de 7 % sur les marchés des actions. Une élection contestée en 2020 pourrait être beaucoup plus longue et plus moche, poussant le marché en territoire baissier. Si le jour des élections devient une ou plusieurs semaines ou mois d'élections, les États-Unis pourraient être confrontés à un épisode de réduction des risques plus grave, avec des actions beaucoup plus faibles, des rendements obligataires plus bas, un dollar plus faible et des prix de l'or plus élevés. Maintenant que M. Trump a été testé positif à COVID-19, les incertitudes politiques, sécuritaires et électorales aux États-Unis s'intensifient. En effet, ce cycle électoral pourrait bien conduire au chaos total et à l'agitation sociale.

PS : En parlant de sombres prophéties, vous avez mérité le surnom de "Dr. Doom" pour avoir averti, pendant une décennie de boom, que l'économie mondiale allait bientôt devoir faire face à un compte à rebours. Et, bien sûr, c'est ce qui s'est passé en 2008. "Dr. Sensible" n'a peut-être pas le même nom, mais pourquoi devrait-il l'être ? Les étiquettes dramatiques comme "Dr. Doom" faussent-elles les attentes des investisseurs, et donc les résultats ? Ou, peut-être à l'inverse, le sensationnalisme pousse-t-il les gens à ignorer la réalité des risques à venir ?

NR : Je soutiens toujours que je suis le Dr Réaliste, plutôt que le Dr Fatalisateur. En fait, ceux qui me suivent régulièrement savent que j'ai souvent été plus optimiste que les marchés ne l'étaient. Par exemple, j'ai correctement prédit que la Grèce ne quitterait pas l'UE en 2015, alors que la sagesse conventionnelle du marché était que Grexit avait une forte probabilité de se produire. Et j'ai écarté les craintes d'un atterrissage brutal de la Chine en 2015 et 2016, alors que les investisseurs fixaient le prix d'une entrée. J'ai correctement prédit que la Chine réussirait plutôt un atterrissage brutal. Le surnom de Dr. Doom est donc tout simplement inexact. Aucun gourou - aussi influent soit-il - ne peut fausser les résultats du marché dans un sens ou dans l'autre. Je n'ai donc aucune présomption d'être plus influent que je ne le suis réellement ; je suis l'un des divers intellectuels publics qui expriment des points de vue sur les économies, les politiques et les marchés. Et, dans un monde d'incertitudes massives, la boule de cristal de personne n'est parfaitement claire.

PS : Y a-t-il quelque chose que les gens ont encore mal compris à propos de la crise financière de 2008 - et qui doit être corrigé dans la réponse à la crise COVID-19 ?

NR : Les déficits budgétaires monétisés peuvent constituer la réponse politique appropriée lorsqu'un resserrement du crédit déclenche un effondrement de la demande globale qui menace de conduire à la déflation. C'est ce qui s'est passé en 2008. La crise COVID-19, en revanche, combine des éléments de demande globale négative et des chocs d'offre globale. À court terme, le choc de la demande est plus important et les pressions déflationnistes dominant, de sorte que les mesures de relance monétaires et budgétaires habituelles sont nécessaires. Mais à long terme, les chocs négatifs de l'offre peuvent dominer, en raison de tendances telles que la dématérialisation, le découplage sino-américain, la balkanisation des chaînes d'approvisionnement mondiales, le protectionnisme commercial, le déplacement des investissements hors de Chine et la fragmentation plus large de l'économie mondiale. Dans ce contexte, des déficits budgétaires monétisés persistants pourraient, dans quelques années environ, conduire à une récession et une inflation simultanées. Ce qu'on appelle la stagflation s'est produite dans les années 1970, lorsque deux chocs pétroliers négatifs - en 1973 et 1979 - ont été suivis par des politiques monétaires et fiscales laxistes. L'histoire peut se répéter.

PS : Il semble parfois que nous risquions de manquer de lettres pour symboliser nos perspectives économiques au lendemain de la pandémie. Des reprises en V, en U, en W et en K ont été évoquées, tout comme une dépression en L. S'agira-t-il d'une de ces lettres ou devrions-nous en choisir une autre ?

NR : Cette crise peut se transformer d'une lettre à l'autre au fil du temps. Le deuxième trimestre de 2020 ressemblait à un I - chute libre. Le troisième trimestre ressemblait à un V, car tout rebondissement à partir de très faibles niveaux d'activité le fait initialement. Mais mon scénario de base est une reprise anémique en forme de U : compte tenu des risques, de l'incertitude et des niveaux d'endettement élevés, les entreprises et les ménages doivent réduire leur endettement, dépenser moins (y compris les dépenses d'investissement) et épargner davantage.

Le U pourrait se transformer en W - une récession à double creux - si les réponses bâclées des pays au COVID-19 permettent un nouveau pic de cas, si la deuxième vague à l'automne et en hiver est sévère, si nous ne trouvons pas de vaccin sûr et efficace avant 2021, et si le chaos électoral américain s'aggrave. Et si un large éventail de menaces anciennes et nouvelles pour l'économie mondiale ne sont pas traitées, une dépression en forme de L au milieu de cette décennie ne peut être exclue. Dans le même temps, cependant, nous connaissons une reprise persistante en forme de K, caractérisée par un fossé grandissant entre Wall Street (représentant les grandes entreprises, les grandes banques et les grandes technologies) et Main Street (représentant les travailleurs, les ménages et les petites entreprises). Les revenus de ceux qui ont de bons emplois stables de cols blancs et des capitaux propres augmentent, tandis que ceux qui ont des emplois marginaux de cols bleus et de services sont au chômage, sous-employés et possèdent peu de richesses financières ; par conséquent, ils sont encore plus à la traîne. C'est là une recette pour l'agitation sociale et politique.

Les gens pensent que l'illusion construite sur de la dette est réelle mais c'est un mirage !

BusinessBourse.com Le 16 Oct 2020



Durant les 100 dernières années, la dette qui était quasi nulle est passée à [250 000 milliards de dollars](#). Cela a permis de créer une prospérité factice, notre niveau de vie s'est construit sur de la dette et de la consommation. Les gens pensent que l'illusion est réelle mais c'est un mirage. Il s'agit d'une énorme bulle qui arrive à sa fin.

Les gouvernements ont désespérément tenté de prolonger l'illusion en abaissant les taux à zéro ou même en territoire négatif dans de nombreux pays mais malgré toutes ces injections et cette création monétaire, l'économie mondiale n'a pas réagi, elle a cessé de croître. En fait, de nombreuses économies se contractent même.

En 2012, la Chine représentait 85 % de la croissance mondiale mais la Chine est en proie à des difficultés, sa contribution à la croissance mondiale devrait se limiter à 22 % cette année. Cela aura bien sûr d'énormes répercussions sur la planète entière parce que la Chine fut un énorme acheteur de matières premières et de

machines. Cette frénésie d'achats décline désormais de façon spectaculaire.

Les incitants fiscaux sont la seule arme que peuvent encore dégainer les gouvernements mais alors que les pays gèrent mal leur économie et affichent des déficits budgétaires annuels majeurs, il leur sera impossible de le creuser davantage au risque de faire exploser leur dette. Qui remboursera cette création monétaire et cette dette supplémentaires ?

L'implosion économique de 2020 : Les pertes d'emplois s'accroissent à nouveau alors que des millions d'Américains continuent de sombrer dans la pauvreté

par Michael Snyder le 15 octobre 2020



Les grands médias essaient de nous convaincre que les choses vont s'améliorer pour l'économie américaine, mais au lieu de cela, elles ne cessent d'empirer. Jeudi, nous avons appris que 898 000 autres Américains ont déposé de nouvelles demandes d'allocations de chômage la semaine dernière. C'est le chiffre le plus élevé que nous ayons vu depuis le mois d'août, et c'est une preuve supplémentaire qu'une nouvelle vague de licenciements a commencé. Mais selon les experts sur lesquels s'appuient les grands médias, cela n'était pas censé arriver. Selon eux, le nombre d'Américains demandant des allocations de chômage était censé diminuer progressivement à mesure que l'économie américaine se mettait en mode de reprise. Malheureusement pour nous tous, ces experts se sont trompés sur toute la ligne.

Hier, j'ai écrit sur le déclin de la classe moyenne dans notre pays, et ici, en 2020, cette pandémie a considérablement accéléré ce processus.

En fait, une nouvelle étude a révélé que près de 8 millions d'Américains supplémentaires ont plongé dans la pauvreté juste depuis le mois de mai...

Près de 8 millions d'Américains ont glissé dans la pauvreté depuis mai, selon une étude de l'Université de Columbia rapportée par le New York Times.

Les chercheurs ont découvert que le taux de pauvreté mensuel en septembre était plus élevé que celui d'avril ou de mai, et qu'il avait également dépassé les niveaux d'avant la crise, "d'ici l'expiration des mesures de relance de la loi CARES et l'octroi d'un supplément de 600 dollars par semaine aux allocations de chômage".

Et une autre étude a découvert que 6 millions d'Américains de plus sont tombés dans la pauvreté au cours des trois derniers mois seulement...

Une autre étude menée par des chercheurs de Notre Dame et de l'Université de Chicago a révélé que 6 millions de personnes ont glissé dans la pauvreté au cours des trois derniers mois, selon le Times.

Nous devrions avoir le cœur brisé à cause de ce qui se passe dans tout le pays en ce moment.

Des millions et des millions de personnes qui travaillent dur ont perdu leur emploi et ne peuvent pas en trouver un nouveau. En conséquence, ils ont perdu le style de vie confortable de la classe moyenne dont ils bénéficiaient autrefois et ont maintenant rejoint les rangs des pauvres.

Mais les chiffres officiels du gouvernement ne sont pas si mauvais, car des millions de ces personnes ne sont même pas classées comme "chômeurs". Au lieu de cela, de nombreux travailleurs qui ont perdu leur emploi pendant cette pandémie ont été jetés dans une catégorie appelée "inactifs".

Pour avoir foi dans les chiffres officiels du gouvernement, il faut croire que plus de 100 millions d'Américains en âge de travailler ne sont "pas dans la population active" parce qu'ils ne veulent pas travailler.

C'est une telle imposture. Pourquoi ne pas mettre tous les Américains qui ne travaillent pas dans la catégorie "pas dans la population active" pour que nous puissions avoir un taux de chômage de 0,0 % ?

Ne serait-ce pas merveilleux ?

Bien sûr, la vérité est que de plus en plus d'Américains sont licenciés chaque jour. Ces dernières semaines, certaines des entreprises les plus emblématiques du pays ont licencié des travailleurs...

En outre, les entreprises ont commencé à procéder à des licenciements sur une trajectoire similaire à celle des récessions traditionnelles, selon les économistes, car le ralentissement de la demande des consommateurs (plutôt que les fermetures imposées par l'État) les conduit à supprimer des emplois ou à fermer définitivement.

Des entreprises telles qu'Allstate, American Airlines, Disney, Royal Dutch Shell et United Airlines ont chacune annoncé leur intention de licencier des milliers de travailleurs au cours des dernières semaines.

Certaines régions du pays ont été beaucoup plus durement touchées que d'autres par ce ralentissement économique.

Par exemple, le tourisme s'est presque complètement tari à Las Vegas, et cette semaine il y a eu davantage d'annonces de licenciements...

Le Tropicana Las Vegas a annoncé à 828 employés qu'ils seront licenciés à partir de jeudi 15 octobre.

Et des licenciements dans deux restaurants de Paris Las Vegas sont prévus dès que les avis auront été déposés auprès de l'État. Mon Ami Gabi a l'intention de licencier 96 employés, et le restaurant de la Tour Eiffel en licenciera 53. Les deux déménagements devraient avoir lieu le 16 décembre et les licenciements seront permanents.

En fin de compte, la plupart des emplois qui ont été perdus à Las Vegas ne reviendront jamais avant le retour des touristes, et cela ne va tout simplement pas se produire dans un avenir prévisible.

À côté, l'État de Californie a lui aussi été absolument dévasté par cette crise.

Si vous pouvez le croire, un Californien sur quatre a reçu des allocations de chômage entre mars et juillet. L'État compte peut-être plus de milliardaires que n'importe où ailleurs dans le pays, mais selon le Bureau américain du recensement, il a également le taux de pauvreté le plus élevé...

Foyer de 166 milliardaires, qui ont gagné plus de 235 milliards de dollars depuis le début de la pandémie, l'État d'or a également le taux de pauvreté le plus élevé : 17,2 % après ajustement au coût de la vie, selon une récente analyse du Census Bureau.

Cela signifie que près d'une personne sur cinq dans tout l'État de Californie vit actuellement dans la pauvreté.

Si c'est à cela que ressemble une "reprise", je ne voudrais pas voir à quoi ressembleront les "mauvais moments".

Et sans aucun doute, les conditions économiques vont s'aggraver par rapport à ce qu'elles sont actuellement.

De nombreuses familles californiennes arrivent à peine à survivre de mois en mois, et elles sont de plus en plus nombreuses à tomber dans la pauvreté chaque jour. En fait, même USA Today admet que "la classe moyenne californienne n'a pas fini de rétrécir"...

Pour beaucoup, les rues de la Bay Area sont réputées pour la crise persistante des sans-abri autant que pour les géants technologiques de la Silicon Valley. Entre les deux, la classe moyenne californienne n'a pas fini de se réduire ; les enseignants, les artistes, les serveurs et les travailleurs du spectacle attendent leur sort, souvent à un programme gouvernemental près, pour ne pas avoir à prendre un emploi au salaire minimum - ou à perdre leur maison.

C'est un peu ironique. Beaucoup de ceux qui vivent en Californie aiment nous faire la leçon sur "l'inégalité des riches", mais c'est pire dans leur État que partout ailleurs.

Ceux qui se trouvent tout en haut de la pyramide sont prospères (pour l'instant), mais pendant ce temps, d'innombrables autres sortent de la classe moyenne.

C'est comme un jeu de chaises musicales vraiment pervers. Chaque fois que la musique s'arrête, plus de gens perdent leur place et la classe moyenne se réduit encore un peu plus.

Malheureusement, je pense que ce processus va s'accélérer encore plus en 2021, et c'est une très mauvaise nouvelle pour des millions et des millions de familles américaines de la classe moyenne qui sont en proie à de graves difficultés en ce moment.

Le monde est pris au piège de l'endettement catastrophique lié aux dettes souveraines.

BusinessBourse.com Le 16 Oct 2020



Le monde est pris au piège de l'endettement catastrophique lié aux dettes souveraines. Il y a vingt-cinq ans, il aurait été possible de prendre des mesures drastiques pour sauver le monde de la noyade de sa propre dette. Mais aucun gouvernement ou banque centrale n'a été assez courageux pour prendre cette décision.

Ils ont alors décidé de spolier les gens avec de la richesse créée par de la dette et du socialisme, les électeurs n'auraient pas accepté l'austérité. Ainsi, le monde s'est embarqué dans de la création de crédit menée par «le maître», Alan Greenspan. Ainsi la dette globale est passée de 25.000 milliards de dollars en 1990 à [250.000 milliards de dollars](#) aujourd'hui .

Même si il y a eu un répit sur les marchés autour de l'an 2000, la prospérité apparente et fictive dans le monde s'est poursuivie sans relâche jusqu'en 2008. Ce fut la première fois où le monde réalisa que l'empereur pouvait se retrouver tout nu. Mais pour sauver le monde, 80.000 milliards de dollars ont été ajoutés à la dette mondiale. Donc nous sommes aujourd'hui en 2019 avec 250.000 milliards de dollars de dette qui ne pourront jamais être remboursés. Mais le monde ne peut pas continuer à vivre avec ces dettes, même avec des taux d'intérêt à zéro voire négatifs dans certains pays. Les gouvernements croient qu'ils ont aboli les lois de la nature en manipulant les taux d'intérêt.

Mais comme toutes les manipulations, celle-ci va échouer aussi. La Chine et la Russie vendent leurs bons du Trésor américain. Et lorsque les investisseurs se rendront compte qu'ils détiennent des morceaux de papier sans valeur, il y aura une ruée de vente d'obligations d'État dans le monde entier.

Cela conduira les taux d'intérêt à des niveaux observés au début des années 1980 à savoir proches de 20 % voire même peut-être beaucoup plus élevé. Bien sûr, à ce niveau de dettes, la plupart ne voudront plus rien dire tant elles seront irremboursables. L'impression monétaire sera alors de l'ordre de centaines de milliers de milliards et probablement de quadrillions , alors que la bulle des dérivés implosera.

En plus de l'énorme crise mondiale de la dette, la situation géopolitique se détériore rapidement et c'est un autre facteur de risque majeur.

Ce qui est fascinant est que personne pratiquement à l'Ouest ne réalise ce qu'il se passe. Les investisseurs accumulent dans le marché boursier à chaque plongeon et très peu de gens à l'Ouest achètent de l'or. Mais à l'Est, les gouvernements et les particuliers peuvent voir clairement le problème auquel le monde est confronté. Voilà pourquoi ils achètent de plus en plus de grandes quantités d'or.

Warning: Le Crash des marchés du crédit entraînera une montée rapide des taux au-delà des 10%



Lorsque les investisseurs vont commencer à se débarrasser du segment à long terme du marché obligataire, les taux d'intérêt à long terme augmenteront rapidement et feront aussi grimper les taux à court terme. À ce moment-là, les banques centrales perdront totalement le contrôle des taux, provoquant une panique totale sur les marchés du crédit. Aucun pays ne peut se permettre d'augmenter les taux de 1% à 2%, mais l'effondrement des marchés du crédit entraînera une montée rapide des taux au delà des 10%, comme dans les années 1970.

Cela déclenchera un cercle vicieux avec des taux plus élevés, davantage d'impression monétaire, plus d'inflation puis des taux encore plus élevés et l'impression d'encore plus de billets, tout cela finissant en hyperinflation. Ceci durera environ 2-4 ans et débouchera sur une implosion déflationniste de la plupart des actifs. Peu de banques survivront à cette phase, d'autant plus lorsque le marché des dérivés d'1,5 million de milliards \$ implosa.

La recherche vaine d'une normalité perdue

François Leclerc 15 octobre 2020



Le FMI met les pieds dans le plat dans son dernier rapport en faisant remarquer que le confinement peut être malgré tout préférable en dépit de ses conséquences économiques néfastes à court terme, prenant à contrepied le discours ambiant. Ses propos iconoclastes ne s'arrêtent pas là.

Le Fonds préconise sans tergiverser la suspension des règles budgétaires en raison de la « longue et difficile ascension » de la reprise de l'économie mondiale. Faisant valoir avec modestie la grande incertitude qui pèse sur les prévisions dans ce domaine, prenant ses distances avec toutes les assurances promises à ne pas se concrétiser. Afin de contribuer à ce que les dettes restent soutenables, Gita Gopinath, l'économiste en chef du Fonds, franchit le Rubicon en préconisant « d'améliorer la progressivité de l'impôt » – faire payer d'avantage les hauts revenus – et de s'assurer que les entreprises « paient leur juste part ».

La pandémie accroît les inégalités dans tous les domaines, est-il constaté, et pas seulement entre les économies avancées, émergentes et en voie de développement (selon les formules consacrées). Elles se développent entre

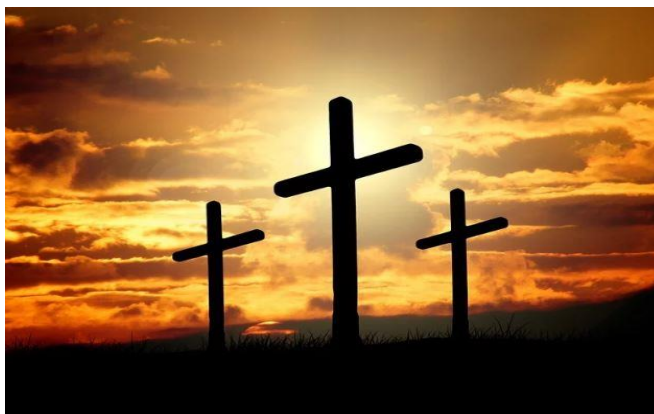
les riches et les pauvres, les hommes et les femmes ou selon que l'emploi est formel ou informel. Le fossé qui se creuse n'est pas une question anecdotique et appelle autre chose que du saupoudrage de mesures, peut-on en conclure.

À l'exception de la Chine, les pays émergents ont cessé d'émerger est-il constaté. Ils n'ont plus de marges de manœuvre budgétaire et ne peuvent s'endetter comme les pays développés, ne bénéficiant pas des taux très bas voire négatifs. Le FMI préconise des prêts à taux réduit et de procéder à une restructuration des dettes afin de faire face à une crise de la dette souveraine dans les 73 pays les plus pauvres. Les ministres des Finances du G20 ont prolongé jusqu'à juin 2021 le moratoire déjà institué sur le paiement du service de la dette. C'est reculer pour mieux sauter alors que ni les investisseurs privés ni la Chine ne sont prêts à envisager des abandons de créance même partiels. Il faudra bien un jour prendre le sujet à bras le corps et ouvrir la boîte de Pandore du traitement de la dette.

Se voiler la face est illusoire, la crise actuelle remet en cause des vérités d'hier qui n'ont plus cours aujourd'hui. Les propos du FMI sont certes limités mais cela n'impose pas pour autant de faire la fine bouche. Une dynamique de changement est enclenchée avec notamment un phénomène inconcevable, la généralisation des taux négatifs des obligations souveraines. L'Espagne et le Portugal s'apprêtent à en profiter à leur tour, l'Italie émet avec succès des titres à 0% et la Grèce est sur la liste d'attente.

« Frappé par la grâce. Macron arrose les pauvres d'argent ! »

par [Charles Sannat](#) | 16 Oct 2020



Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

Ouaaaaaa....Je n'en reviens toujours pas.

Je ne sais pas si notre mamamouchi élyséen a été frappé par la grâce divine, ou si des extraterrestres l'on enlevé pour lui faire subir un lavage de cerveau, mais je ne reconnais plus notre phare du palais.

Souvenez-vous, le « taka traverser la rue pour trouver du boulot » (ce qui parfois n'est pas totalement faux), ou le « ça coûte un pognon de dingue et ça ne sert à rien », ou encore le « l'endroit où ceux qui ne sont rien croisent... blablabla », sans oublier ce qui n'est pas de lui mais de ses proches « ceux qui fument des clopes et puent le gasoil »...

Et bien ces types-là, qui n'ont tout de même jamais brillé par leur humanité se révèlent les dirigeants les plus généreux que nous ayons jamais eu.

Il faut dire qu'ils avaient gros à se faire pardonner tant les premières années du mandat furent une catastrophe de rigueur et d'austérité stupide.

Je n'ai pas franchement retenu mes critiques.

Et là...

Miracle.

Oui, miracle.

Je suis presque d'accord avec la politique menée... c'est dire !!!

Je n'aurais jamais cru écrire cela.

Et pourtant... Macron va filer des sous aux détenteurs du RSA comme le préconisait le rapport du CAE le conseil d'analyse économique dont je vous avais parlé et qui pointait cette nécessité sociale.

Oui, il ne fallait pas opposer les « zézés » aux « po-povres », mais orienter plus d'aides vers les deux premiers déciles c'est-à-dire les deux tranches les plus pauvres de nos concitoyens qui voient actuellement leurs revenus baisser.

C'est chose faite avec cette aide de 150 euros et de 100 euros par enfant. Ce n'est pas monstrueux, mais c'est bien et cela doit-être salué.

Vous allez me dire mais comment va-t-on financer cela ?

Simple.

On va taxer les grosses bagnoles, et je ne m'en réjouis pas parce que je roule en Dacia et que je ne suis pas concerné par cette mesure, mais parce que dans le pays nous avons supprimé l'ISF qui faisait fuir les « zézés riches », leurs sous, et leurs entreprises, ce qui était stupide. Et donc si on taxe la grosse bagnole que le zézé peut quand même s'offrir c'est un peu comme si on lui remettait l'ISF, mais il a le choix de ne pas le payer... ce qui ne le fera pas fuir, s'il ne veut pas payer sa taxe grosse ture, alors il peut toujours rouler en Dacia... et donc il paiera sa taxe. On est « premium » ou on ne l'est pas !

Bref, c'est tout de même mieux de voir des sous tomber dans l'escarcelle de ceux qui en ont le plus besoin, de ne pas voir un nouvel ISF démagogique contre-productif, et une taxe sur les très grosses voitures qui revient à taxer ceux qui en ont vraiment les moyens en fonction de leur train de vie. Pas mal.

Encore un effort pour aller jusqu'au bout de la logique.

Ce n'est pas le pauvre gilet jaune avec sa vieille guimbarde qui roule au gasoil pour aller travailler à l'usine qu'il faut taxer, ni le diesel qu'il faut augmenter, mais bien mettre en place une véritable fiscalité écologique. J'attends avec impatience la taxe de 10 euros par gramme d'I-phone. Ce serait un immense progrès également.

Excusez-moi, je vous laisse, il faut que j'aille vérifier un truc, mes poules... elles ont peut-être des dents !

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

Les inquiétantes projections sur la dette publique

Pour le spécialiste des finances publiques, François Ecalte magistrat de la Cour des comptes en disponibilité, le redressement des finances publiques sera très difficile d'ici à 2030 malgré les taux bas.

Pour lui, les augmentations d'impôts sont inévitables.

Certes, mais avec une pression fiscale à presque 60 % du PIB cela va être difficile d'aller tellement plus haut sans asphyxier le peu qu'il reste de dynamisme dans ce pays.

Autre réflexion, cette analyse peut-être aggravée par le fait que... l'épidémie n'est pas finie et que plus elle dure plus elle coûte cher.

On va arriver au point où cela ne servira à plus grand chose de vouloir rembourser la dette, on ne la paiera pas, et vu comment Macron est désormais en mode arrosage automatique, il est fort à parier qu'effectivement on n'augmentera pas les impôts, on ne paiera pas la dette.

Plus simple.

Plus rapide.

Moins douloureux et nettement plus populaire.

Les épargnants seront couillonnés. Comme à chaque fois et ce n'est pas faute de les prévenir.

Charles SANNAT Source [Le Point.fr](https://lepoint.fr) [ici](#)

La pollution de l'air, un sujet étouffé en Pologne ?



La pollution de l'air, un sujet étouffé en Pologne ?

Bien sûr et c'est un sacré sujet.

Disons, que la Pologne est l'un des pays ayant l'électricité en Europe la plus sale et la plus carbonée puisque ce sont des centrales à charbon qui fournissent l'électricité des usines des pays de l'ouest qui ont été délocalisées là-bas. L'Allemagne qui se veut verte, envoie aussi des usines les plus sales là-bas. Le cynisme est réel dès qu'il s'agit de parler d'écologie.

Du coup les enfants polonais se meurent non pas de CO² mais bien de pollution et autres particules cancérogènes.

Pensez à trier votre poubelle verte et jaune hahahahahahaha, vous allez sauver la planète. Meuh nan, j'déconne !

D'après une étude menée par l'Université de Hasselt, en Belgique, les enfants polonais sont plus exposés à la pollution atmosphérique que les enfants français.

« L'étude, rassemblant une trentaine d'enfants originaires de Rybnik en Pologne, montre que ces derniers sont trois à neuf fois plus sujets à la pollution atmosphérique que les enfants de Strasbourg en France.

Klaudyna Szewczyk habite à Rybnik, non loin de la périphérie où se trouve une usine à charbon. Il y a trois ans, elle a été victime d'un accident vasculaire cérébral, dont elle a découvert que la cause était liée à la pollution de l'air.

Désormais, Mme Szewczyk est une militante locale et mère de deux enfants impliqués dans l'étude. Même si elle s'attendait à de mauvais résultats, ceux-ci se sont révélés pires que prévu, a-t-elle indiqué. C'est pourquoi sa famille a décidé de déménager : « Lorsque nous avons reçu les résultats, mon époux m'a dit que nous devions chercher un nouvel endroit où vivre – sans attendre », a-t-elle déclaré. « Nous épluchons donc les annonces afin de partir de Rybnik [au plus vite] et ainsi éviter de mettre la santé de notre famille en péril ».

La pollution de l'air tue plus que les guerres

En moyenne, la pollution atmosphérique réduit la durée de vie d'un Terrien de trois ans. Ce qui en fait le premier facteur de mortalité dans le monde, selon une étude. Un article de notre partenaire, le Journal de l'environnement.

Les tests effectués entre les enfants Strasbourg et de Rybnik révèlent que ces derniers présentent en moyenne 425 % de noir de carbone en plus. Tim Nawrot, scientifique de l'Université de Hasselt, a soutenu qu'il n'avait jamais vu de si hautes concentrations de cette substance cancérigène.

Les enfants sont particulièrement vulnérables à la pollution atmosphérique. Par ailleurs, les particules présentes dans l'air, notamment celles de noir carbone, ont des répercussions néfastes sur le taux de natalité, entravent les fonctions cognitives et augmentent la morbi-mortalité cardiovasculaire ainsi que le risque de contracter des maladies cancéreuses et respiratoires« .

Charles SANNAT Source [Euractiv.fr ici](https://euractiv.fr/fr/actualites/la-pollution-atmospherique-est-le-premier-facteur-de-mortalite-dans-le-monde)



Éditorial. Anatomie du Reset. La question du maillon faible inquiète les élites.

Bruno Bertez 16 octobre 2020



Les économistes des institutions internationales défendent l'idée que le risque financier peut venir des pays émergents .

Leur situation financière est bien sur tendue avec:

- le gonflement de leurs dettes,
- la chute de leurs exportations,
- leur absence d'amortisseurs domestiques
- le niveau élevé du dollar et
- la fuite devant le risque.

Mais je devine que cette insistance est un moyen de désamorcer les craintes sur les pays développés et même je dirais que l'on se préoccupe d'aider les pays émergents afin d'éviter des difficultés chez les développés.

En quelque sorte on plaide pour aider les émergents mais c'est pour sauver les pays et les banques des pays développés , nous sommes dans les cas de la Grèce et de l'Italie! On envisage de sauver les débiteurs pour... sauver les créanciers!

J'insiste : quand le système craquera, ce sera par un maillon faible de la chaîne du crédit. Pour l'instant les institutions internationales localisent le maillon faible chez les émergents et tout à fait logiquement ils demandent que les autres maillons de la chaîne se cotisent pour renforcer celui qui est vulnérable.

Dans mon analyse prévisionnelle de la grande crise, du Grand Reset, toutes les dettes, toutes les promesses, toutes les assurances bidon remontent vers les Centres.

D'abord les dettes privées remontent vers les dettes publiques, puis les dettes publiques remontent aux banques centrales puis les banques centrales remontent au banquier central mondial de dernier ressort: la banque du dollar, la Fed américaine.

La Fed ne pouvant se tourner... que vers quelque chose de plus gros ... qui n'existe pas encore.

J'essaie de vous faire comprendre que:

-la crise n'est pas un évènement mais un processus très étalé

-la crise sanitaire n'est pas une crise déclenchante mais une crise qui accélère le processus

-que ce processus est très avancé et dure dans phase aigüe depuis plus de 10 ans

-que tout ce qui se passe est conforme hélas à mes prévisions de remontée de la crise vers le Centre ultime. Jamais je n'ai eu besoin de changer quoi que ce soit à mon cadre analytique!

-que les autorités font absolument tout ce qu'il ne faudrait pas faire, elles bétonnent le système et le cimentent au lieu d'accepter d'en sacrifier une partie; elles favorisent ainsi la contagion ultime

-que les crédits et les dettes sont l'opérateur du mouvement de l'Histoire qui veut que l'ordre ancien issu de la Seconde Guerre Mondiale, de Bretton Woods et de la Jamaïque (changes flottants) en 1973 soit remplacé par un ordre plus adapté et moins américano-centré.

En coulisses, entrepreneurs et épargnants sont dans le collimateur

rédigé par [Eric Verhaeghe](#) 16 octobre 2020

Plusieurs signaux faibles indiquent que le gouvernement commence sans hâte, mais avec détermination, à identifier les cibles qui seront frappées par des « ajustements » fiscaux pour rembourser les déficits. Entrepreneurs et épargnants seront aux premières loges.

<Jean-Pierre : au Canada il n'y aura pas d'augmentation d'impôts pour rembourser les milliards de dollars qui ont servi contre le coronavirus. La banque de Canada va plutôt imprimer de l'argent à partir du vide (augmenter la masse monétaire) pour payer ces dépenses extraordinaires à raison de 5 milliards par mois, ce qui va dévaluer le dollar canadien et produire de l'inflation.>



L'attention de l'opinion publique est focalisée sur le virus qui pousse désormais le président de la République à proclamer un couvre-feu dans les rues de Paris... mais en coulisses, des signaux faibles sont émis, qui donnent

une bonne indication sur les intentions du gouvernement – et des pouvoirs publics au sens large – pour remettre le pays en coupe réglée une fois l'épidémie passée et atténuer un peu le poids des déficits.

Pas de retour à l'équilibre des finances publiques avant 2030

Selon le site FIPECO, les finances publiques françaises ne devraient pas revenir à l'équilibre avant... très longtemps. Il est même fort probable que le déficit public soit encore supérieur à 3% du PIB en 2030 si aucune mesure de diminution des dépenses publiques n'est décidée.

Cette étude prospective donne une bonne illustration du désastre qui se prépare et de la difficulté de le surmonter.

Dans la pratique, la France est confrontée à un dilemme simple, sur lequel se briseront les présidents qui se succéderont d'ici à 2030 : soit on réforme et on devient impopulaire, soit on reste populaire et on trouve des expédients pour tenir le plus longtemps possible sans faire faillite.

La règle adoptée dans notre très imparfaite démocratie depuis plusieurs décennies (et gravée dans le marbre par Jacques Chirac) étant celle de l'immobilisme, tout laisse à penser que le paquebot France devrait continuer à s'enfoncer dans les eaux pour les dix ans qui viennent.

Avec, bien entendu, quelques sacrifiés qui seront écorchés vifs en place de Grève pour donner l'illusion au petit peuple que le pouvoir politique a encore une utilité et une autorité.

Les entrepreneurs, premières victimes des manœuvres en coulisses

Au premier rang des punitions symboliques qui seront infligées pour maintenir l'illusion du pouvoir, on citera les entrepreneurs qui pourraient subir quelques chocs dès 2022.

Un rapport du Haut conseil au financement de la protection sociale (l'un de ces bidules que François Hollande a toujours adoré) suggère ouvertement de considérer comme rémunération soumise à cotisations (hors PFU, donc) une part grandissante des dividendes versés dans les Sociétés par actions simplifiées, les fameuses SAS.

On comprend l'objectif caché de la technostructure qui rédige ce genre de rapport : passer au rabot tout ce qui ressemble à un « riche ». Ce mot doit évidemment être entendu au sens large du terme, c'est-à-dire au sens de celui qui gagne de l'argent par ses propres moyens, sans dépendre de l'Etat, et qui ne peut être mis sous contrôle.

Un dirigeant de SAS qui se verse un petit salaire et un dividende selon les résultats de l'année appartient évidemment à cette catégorie.

Il est très probable, donc, qu'à l'occasion de la loi de financement de la Sécurité sociale pour 2022, des mesures expéditives soient prises pour faire rendre à ces mauvais coucheurs qui vivent de leur travail sans rien demander à personne.

Il faut lire attentivement ce rapport pour comprendre que l'objectif final consistera peu à prou à récupérer des cotisations pour financer le « trou de la Sécu » en confisquant les dividendes autant que faire se peut.

Les épargnants au cœur de la campagne anti-riches

Parallèlement, on découvre que [le déficit cumulé du régime général de retraites sur les cinq années à venir devrait dépasser les 70 Mds€](#). A long terme, ce n'est pas forcément une mauvaise nouvelle, dans la mesure où, tôt ou tard, la France ne pourra soutenir la dépense sans limite d'un système mal maîtrisé.

Il faudra réformer, et tout indique que le gouvernement devra ouvrir des espaces de plus en plus importants pour des étages ou des compartiments de retraite supplémentaire par capitalisation.

Avant que cette fenêtre de tir ne s'ouvre, toutefois, il faudra subir les assauts envieux de tous ceux qui considèrent que les riches s'enrichissent toujours trop, et que les pauvres s'appauvrissent chaque jour à cause d'eux.

Une véritable campagne « anti-riches » se met donc en place pour dénoncer les prétendus profits que [les épargnants auraient retiré de la mise en place du prélèvement forfaitaire unique \(PFU\)](#) ou pour souligner qu'ils ont épargné trop d'argent durant le confinement.

On sait où ces campagnes conduisent. Elles préparent les esprits à lever de nouveaux impôts ciblés sur les épargnants les plus faciles à taxer (le plus souvent ceux qui ne partent pas à l'étranger). Et c'est bien à un malaxage des esprits en bonne et due forme que nous assistons, pour justifier que la crise qui s'annonce soit financée par les segments de population qui descendent le moins dans la rue.

Qu'ils paient tant qu'on peut les faire payer ! Tout ce qu'ils rendront sera autant de moins à prendre dans la poche des fonctionnaires et des bénéficiaires des aides publiques en tous genres.

Une crise, c'est quand...

rédigé par [Bruno Bertez](#) 16 octobre 2020

Les informations et les « nouvelles » pleuvent... mais ce n'est pas de cela dont nous avons besoin en ce moment. Hélas, les autorités ne l'ont pas compris, et la crise continue donc.



Bien entendu, on peut continuer de bricoler au jour le jour et épouser les oscillations positives et négatives des nouvelles, conformément à ce que prétend la théorie imbécile des nains du cerveau qui ont imposé la notion d'efficacité des marchés... mais cela ne mènera nulle part car ce dont nous avons besoin, c'est non pas d'informations ou de nouvelles mais de compréhension, de sens.

Nous avons besoin de schémas d'intelligibilité.

Il y a une différence considérable entre les nouvelles, l'information et le sens d'une situation.

Les nouvelles ne permettent pas de comprendre, de saisir les articulations d'une situation, ses causes, ses effets. Par conséquent, elles sont non pertinentes pour prendre des décisions.

Faire des oscillations des indices boursiers le sous-produit [des délires tweetés de Donald Trump](#) ou des dénégations névrotiques télévisées d'Emmanuel Macron est pure aberration.

Ces gens ne détiennent aucune vérité ; ce sont des bouchons qui flottent, ballottés sur l'écume de situations qu'ils ne maîtrisent et surtout ne comprennent pas.

Panique

Il y a de quoi éclater de rire [quand la presse, à la manœuvre pour faire marcher la brosse à reluire](#), titre : « *Macron décrète le couvre-feu pour reprendre le contrôle* »...

... Alors que toute son intervention constitue un terrible aveu : il a perdu le contrôle ! Il panique, il pare au plus pressé, sans conviction, sans confiance même en ce qu'il impose.

Le rêve de réduire la vie sociale sans arrêter la vie économique n'est que cela : un rêve. Les deux, vie sociale et vie économique, ne sont dissociées que par l'opération d'un esprit schizophrénique car dans la réalité, elles sont inséparables. La réalité est constituée d'un ensemble : la vie économique, politique et sociale. Couper l'homme en tranches, cela ne marche pas. La vie est un tout.

[Les prestations de ces gens](#) sont non pas des causes mais des effets, ce sont des effets d'une situation objective du monde qui passe au travers l'épaisseur d'un crâne humain plus ou moins pervers ou défectueux.

Quand l'efficacité se retourne en son contraire

C'est parce que les marchés ont sombré dans [l'imbécilité de la pseudo-efficacité](#) qu'il sont précisément... inefficaces. Ils sont ballottés au gré des flux de nouvelles plus ou moins fausses, plus ou moins truquées, et sont de moins en moins le reflet des situations réelles sous-jacentes.

Les théories des marchés – que ce soit celles de l'efficacité ou celles du comportement – sont des absurdités qui marchent dans le très court terme parce qu'elles s'auto-réalisent d'être crues ; mais dans le moyen et long terme, elles s'auto-ridiculisent.

Je soutiens que les théories modernes, au lieu de constituer un progrès, constituent une régression de l'intelligence – et que ce que l'on appelle improprement les cygnes noirs sont un produit, une conséquence de l'absurdité de ces théories modernes.

En d'autres termes, selon moi, les crises sont toujours, en dernier ressort, des crises de l'intelligence !

Défaillance d'intelligence

Une crise, c'est quand une croyance fausse s'effondre. C'est une confiance qui s'évanouit.

C'est quand la réalité ne s'adapte pas en continu ; quand, à un moment donné, il y a une rupture ; quand le monde cesse d'être dérivable, prévisible – quand il devient ce qu'il n'a jamais cessé d'être : fractal.

Les crises surviennent parce que l'intelligence a été défaillante : elle n'a pas vu venir.

Une crise, c'est la rupture de ce que l'on croyait faussement être une certitude. Ici, la crise – qui est contenue dans la situation et qui en est donc le germe –, ce sera la rupture de la croyance *que toujours on pourra résoudre les problèmes par la production de monnaie digitale, de réserves bancaires, de crédit.*

En clair, toujours on pourra mentir aux peuples.

La crise sanitaire n'est une crise que parce que les zozos qui croient gouverner n'ont rien vu venir, malgré les avertissements lancés avec clarté et force. Les lanceurs d'alerte n'ont pas été écoutés. Les gouvernements ont été incapables de maintenir les services publics, parce que les firmes de Big Pharma et leurs stipendiés corrompus ne sont intéressés que par le pognon.

Et l'autre crise...

S'agissant de [l'autre crise, la financière](#), ce sera aussi une crise de l'intelligence et du savoir.

A notre époque, il est plus rentable d'étudier l'imaginaire et les délires des apprentis sorciers que sont les banquiers centraux que d'étudier la réalité qui se dissimule derrière le voile monétaire.

La crise, c'est quand le réel revient en force, quand il se réintroduit.

On n'a jamais rien dit de plus vrai que ce que cherche à nous dire Aristote lorsqu'il lance : « chassez le naturel, il revient au galop » !

Les choses sont devenues encore plus folles

Jim Rickards 5 octobre 2020



Juste quand on pense que les choses ne pourraient pas devenir plus folles, elles l'ont été. Comme vous le savez certainement maintenant, le président Trump a contracté le coronavirus.

Je souhaite au président Trump et à la première dame Melania Trump un rétablissement complet et rapide du coronavirus.

S'il n'y a jamais eu un moment pour mettre la politique de côté pour le bien du pays, c'est bien celui-là.

Malgré ce sentiment, le fait est que nous sommes à moins d'un mois de l'élection présidentielle la plus importante de ma vie, peut-être la plus importante depuis 1860, au début de la guerre civile.

Je n'exagère pas. Il n'y a jamais eu d'élection présidentielle où une maladie mortelle a frappé un des candidats si près de la date de l'élection.

En 1919, Woodrow Wilson a contracté un cas grave de grippe espagnole, mais il était en cinquième année d'un gouvernement à deux mandats et a pu remplir ses fonctions, malgré ce que certains collaborateurs ont considéré comme un changement de tempérament qui a eu des conséquences importantes pour les négociations du traité mettant fin à la Première Guerre mondiale.

Le FDR était manifestement malade et fatigué lorsqu'il s'est présenté pour un quatrième mandat en 1944, mais il avait déjà effectué trois mandats, les États-Unis étaient au milieu de la Seconde Guerre mondiale et son opposition politique était faible.

Le résultat n'a jamais été mis en doute : Roosevelt a battu Dewey par 432 voix contre 99 et a eu une marge de 7,5 % dans le vote populaire. FDR n'avait pas de maladie spécifique, mais plutôt un ensemble de symptômes liés au vieillissement (il était également fumeur).

Espérons que Trump se remettra complètement dans quelques jours (il a tweeté aujourd'hui qu'il quitterait l'hôpital à 18h30) et se rendra le jour du scrutin avec le nuage COVID enlevé. Mais cela ne veut pas dire que le virus n'a pas d'impact sur la campagne.

Le deuxième débat présidentiel est maintenant prévu pour le 15 octobre. De nombreux démocrates demandent l'annulation des débats, mais il s'agit d'un calcul cynique basé sur la croyance que Biden a gagné le premier débat et n'a aucun avantage à en faire deux autres.

Les têtes plus froides suggèrent que le débat pourrait être repoussé de quelques jours pour donner à Trump une fenêtre confortable de 15 jours entre les premiers symptômes et la performance réelle du débat.

Cependant, même avec un rétablissement, Trump peut être au moins légèrement affaibli et moins énergique sur scène et aura eu moins de temps pour préparer le débat.

Dans la journée qui a suivi l'annonce du président COVID, il a été annoncé que le directeur de campagne de Trump, Bill Stepien, a également été testé positif et devra mener la campagne à partir de la quarantaine.

Il a également été révélé aujourd'hui que l'attachée de presse de Trump, Kayleigh McEnany, a été testée positive pour le virus.

Cette propagation des infections à la Maison Blanche et au Capitole (trois sénateurs ont été testés positifs) pourrait également avoir un impact sur les audiences de confirmation de la candidate à la Cour suprême Amy Coney Barrett.

Le fait est que personne ne sait comment tous ces effets d'entraînement se produiront. Ce n'est qu'un joker de plus dans une année de jokers incluant la pandémie elle-même, une dépression économique, des troubles sociaux et une vacance à la Cour suprême. La meilleure approche pour les investisseurs est de s'attendre à d'autres surprises.

Rien ne revient à la normale.

Le capitalisme, c'est vexant !

rédigé par [Bill Bonner](#) 16 octobre 2020

Mark Cuban, milliardaire et homme d'idées, a une suggestion à faire au gouvernement US. Peu importe qu'elle soit totalement idiote – elle est très populaire.



L'une des caractéristiques les plus vexantes du capitalisme d'une manière générale... et de sa version américaine dégénérée en particulier... c'est qu'**il y a souvent peu de lien entre l'intelligence, le travail et la richesse.**

La chance joue un rôle énorme. Mark Cuban, par exemple, doit être l'une des personnes les plus chanceuses de la planète.

Il a lancé une activité vaguement dot-com dans les années 1990. En 1999, ses revenus frôlaient les 100 M\$. Cela aurait dû lui donner droit à un modeste jackpot.

Au lieu de cela, au plus fort de la bulle des dot-com, il a vendu son affaire à Yahoo! pour 5,7 Mds\$.

Ensuite, ayant marqué ce point... Cuban est devenu célèbre. A présent, il cherche à marquer un autre point – en politique, cette fois-ci.

Remarquablement idiot

Il se passe rarement un jour sans qu'une célébrité ne dise quelque chose de remarquablement idiot – et que les médias en parlent tout à fait sérieusement.

Il y a quelques jours, c'était au tour de M. Cuban.

Évidemment, aux Etats-Unis, il fait parler de lui toutes les semaines ou presque. C'est un entrepreneur... un inventeur... un homme fortuné... un beau parleur... une personnalité télévisée... une célébrité... et quelqu'un dont-on-parle-parfois-en-tant-que-candidat-potentiel-à-la-présidence.

Nous nous méfions de quiconque a autant réussi. D'après notre expérience, il faut toute une vie pour apprendre un métier, quel qu'il soit. Même alors, on arrive à la fin... et on réalise qu'on n'en connaît pas la moitié.

Peut-être que nous sommes simplement lent. Ou peut-être que M. Cuban se disperse un peu.

Voici ce que CNN peut nous dire de la dernière illumination de Mark Cuban :

« Mark Cuban défend à nouveau l'idée que chaque ménage américain devrait recevoir [des chèques de relance de 1 000 \\$ toutes les deux semaines](#), durant les deux prochains mois.

[...] Cuban suggère une approche 'utiliser ou perdre', dans laquelle les Américains devraient dépenser les fonds sous 10 jours, sans quoi ils perdraient l'argent. Cette approche est fondée sur l'encouragement à dépenser pour aider à stimuler l'économie.

'Le but même est de faire en sorte que cet argent entre dans l'économie toutes les deux semaines', a dit Cuban. 'Une fois que les entreprises commencent à avoir de la demande, même si elles sont fermées et travaillent en ligne, elles ont une raison de pouvoir rappeler des salariés, et les garder si la demande est soutenue'. »

Dépenses forcées

Il y a cinquante ans, est-ce que quiconque – à part un fantaisiste complètement dérangé – aurait osé suggérer une telle chose ? Et les médias se seraient-ils donnés la peine d'en parler ?

Probablement pas.

Aujourd'hui, cependant, nous avons plus de milliardaires et moins d'exigences.

Durant les années de boom, les gens ont dépensé de l'argent qu'ils n'avaient pas à acheter des choses dont ils n'avaient pas besoin. Cuban propose à présent de faire de ce comportement une question de politique gouvernementale.

Difficile d'aller à l'encontre de sa logique – telle qu'elle est.

S'il y a un sens à donner aux gens de la fausse monnaie pour stimuler l'économie, [pourquoi ne pas leur en donner plus](#) ?

Ensuite, si les gens s'enrichissent vraiment en achetant des choses dont ils n'ont pas besoin avec de l'argent qu'ils n'ont pas... pourquoi ne pas les forcer à le faire ?

Que se passera-t-il quand les autorités arrêteront de donner de l'argent aux gens, cependant ? Qu'arrivera-t-il à la « demande » que Cuban pense stimuler ? Elle prendra fin, bien entendu... provoquant une calamité pire encore.

On dirait que Cuban – et des millions d'autres – ne se donnent pas la peine de réfléchir au-delà des 24 heures du cycle médiatique. Donner 1 000 \$ aux gens toutes les deux semaines ? Les obliger à les dépenser ?

En mode Cuban

2 000 \$ par mois ? De l'argent gratuit ? Bon nombre de gens ont probablement entendu cette proposition et souhaité que M. Cuban soit déjà président.

Il aura sa chance.

Très probablement, les quatre prochaines années seront pleines de chaos politique, de discorde sociale et de catastrophes économiques. Quiconque gagnera la prochaine élection US aura du pain (dur) sur la planche.

Ensuite, à l'élection suivante, les électeurs [voudront du changement](#). Les bonnes âmes, les empêcheurs de tourner en rond et Mark Cuban se présenteront.

En ce qui nous concerne, nous ne nous mêlons pas de politique. Nous espérons cependant que Cuban aura à nouveau un petit coup de chance.

Évidemment, c'est un imbécile.

Mais les Etats-Unis vont traverser un passage sombre, comme la dernière cuite d'un alcoolique.

Passer en « mode Cuban » – boire directement à la bouteille, en d'autres termes – pourrait les aider à toucher le fond plus vite.